

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2730

9 novembre 2012

SOMMAIRE

Agingale Holding S.à r.l.	130994	Electric Vehicle S.à r.l.	131003
Am Haferstück S.A.	130998	Erre Tre S.A.	131003
Anton Schlecker G.m.b.H. Zweigniederlas- sung Luxembourg	130999	Euro - Recup	130998
CAST-Partners Two S.à r.l.	131000	fucom sa	130998
CDCM Luxembourg S.à r.l.	131001	Galactic Holdings (Luxembourg) S.à r.l. .	131002
Ceylon S.A.	131001	Gestaf S.A.	130996
Chinalux SA	131004	Green S.A.	130997
CMS-XKO Lux Exchange S.à r.l.	131001	Guardian Industries Europe S.à r.l.	130996
Colcos S.A.	131002	Guardian International Services and Trans- actions S.A.	130996
Comipal A.G.	131001	ICE IP S.A.	131004
COREplus II Lux GP, S.à r.l.	131002	Professional Systems Consultancy s.à r.l.	130997
Covis Pharma Holdings S.à r.l.	130999	Qioptiq S.à r.l.	131000
Crystal Ventures S.A.	131000	Rudyfel Investments S.à r.l.	131004
Décor d'Intérieur Eischen S.à r.l.	131002	Spencer Holding S.A.	130997
D.I.C. International	130996	TAP dayli Vertriebs GmbH, Zweignieder- lassung Luxembourg	130999
Dimension Data Financial Services S.A.	130999	The Capital Toolbox Company	130998
DJ.Lux S.à r.l.	130994		
Dounia S.A., S.P.F.	131003		

Agingale Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 231.719,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 165.878.

—
EXTRAIT

En date du 10 octobre 2012, l'associé a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Monsieur Robin Naudin ten Cate, en tant que gérant unique, est acceptée avec effet au 10 octobre 2012.

- Madame Barbara Neuerburg, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élue nouveau gérant unique de la société avec effet au 10 octobre 2012 et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 15 octobre 2012.

Référence de publication: 2012133619/16.

(120177070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2012.

DJ.Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5899 Syren, 7, rue Hassel.

R.C.S. Luxembourg B 171.998.

—
STATUTS

L'an deux mille douze.

Le douze septembre.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Josué DEMESTRE, gérant, né à Ambilly (France) le 27 février 1969, demeurant à F-67450 Lamperthim, 23B, rue Principale,

2.- Monsieur José DE JESUS DIAS MARQUES, gérant, né à Bouro Santa Maria (Portugal) le 29 octobre 1969, demeurant à B-6791 Halanzy, 34, rue de l'Ermitage.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de:

DJ.LUX S. à r.l.

Art. 2. La société a pour objet tant en tout endroit de l'Union Européenne que partout ailleurs dans le monde entier, la prestation de services en électricité générale, construction, ravalement, peinture, l'activité de couvreur, le ramassage de ferraille et le développement de produits de ces branches en incluant toutes prestations de service et de conseil s'y rattachant de près ou de loin pourvu qu'elles soient connexes et accessoires et non dans l'attribution exclusive d'une profession spécialement réglementée par une loi.

Elle peut en outre exercer tout autre commerce pourvu que celui-ci ne soit pas spécialement réglementé et à condition que l'assemblée générale ait préalablement donné son accord.

Elle peut, tant en tout endroit de l'Union Européenne que partout ailleurs dans le monde entier, faire toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

La société peut s'intéresser part toutes voies, dans toutes entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe, et en vue de favoriser le développement de sa participation ainsi créée, elle peut en apporter tout soutien financier ou même sa caution.

Elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet ou qui pourraient en faciliter la réalisation et le développement.

Art. 3. Le siège social est établi à Syren.**Art. 4.** Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-), représenté par CENT (100) PARTS SOCIALES d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,-) chacune.**Art. 5.** La durée de la société est indéterminée.

Art. 6. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par l'unique associé ou les associés qui détermineront leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions. Ils sont rééligibles et révocables ad nutum et à tout moment.

Art. 7. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction ou la faillite de l'unique ou d'un associé.

Art. 8. Lorsque la société comporte plus d'un associé, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, la cession entre vifs tant à titre gratuit qu'à titre onéreux à un non-associé ne pourra se faire que de l'assentiment de tous les associés.

La transmission pour cause de mort requiert l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants qui ont en toute hypothèse un droit de préemption. Cet agrément n'est pas nécessaire en cas de transmission à un héritier réservataire ou au conjoint survivant.

Art. 9. Un associé sortant ainsi que les héritiers ou ayants-droits et créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants en exercice, à moins que l'associé unique ou l'assemblée générale des associés n'en décide autrement. Le résultat, actif de la liquidation, après apurement de l'intégralité du passif, sera transmis à l'associé unique ou sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

Art. 12. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il est référé aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2012.

Souscription

Le capital a été souscrit comme suit:

1.- Monsieur Josué DEMESTRE SOIXANTE PARTS SOCIALES	60
2.-Monsieur José DE JESUS DIAS MARQUES QUARANTE PARTS SOCIALES	40
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société.

Frais

Le coût des frais, dépenses, charges et rémunérations sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à charge de la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à NEUF CENTS EUROS (€ 900,-).

Décisions

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix ils ont pris les décisions suivantes:

I.- Est nommé gérant de la société:

Monsieur Josué DEMESTRE, prénommé

II.- La société est engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

III.- Le siège social de la société se trouve à L-5899 Syren, 7, rue Hassel.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous Notaire le présent acte.

Signé: Demestre, De Jesus Dias Marques, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 septembre 2012. Relation: EAC/2012/11986. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2012133751/85.

(120177080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2012.

D.I.C. International, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 54.191.

—
Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 4 juillet 2011

Document faisant l'objet de la rectification:

Référence: L110176410

Date: 07/11/2011

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur et de président du Conseil d'Administration de Monsieur Ferruccio COMETTO, demeurant au 8/6, Via Valle Balbiana, IT- 10025 Pino Torinese;

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateurs de:

- Monsieur Patrick ROCHAS, avec adresse professionnelle au 10A, rue Henri M. Schnadt, L- 2530 Luxembourg;
- Monsieur Pedro MENDES, avec adresse professionnelle au 4, rue de la Rôtisserie, CH- 1204 Genève;
- Madame Margrit GIOVANOLI (inscrite erronément sous Margrith GIOVANOLI au RCSL), avec adresse professionnelle au 4, rue de la Rôtisserie, CH-1204 Genève.

L'Assemblée renouvelle le mandat de commissaire aux comptes de FIDUO (anciennement MAZARS), avec siège social au 10A, rue Henri M. Schnadt.

Les mandats d'administrateurs et du commissaire aux comptes ainsi nommés viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale à tenir en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012134337/23.

(120177381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Guardian Industries Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 414.212.375,00.

Siège social: L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.
R.C.S. Luxembourg B 78.695.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011, ainsi que le rapport de gestion, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2012.

Pour Guardian Industrie Europe S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2012133822/14.

(120177089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2012.

Gestaf S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 54.247.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012133835/9.

(120177082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2012.

Guardian International Services and Transactions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.
R.C.S. Luxembourg B 72.363.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011, le rapport de gestion du conseil d'administration, ainsi que le rapport du commissaire aux comptes, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2012.

Pour Guardian International Services and Transactions S.A.

Signature

Référence de publication: 2012133841/13.

(120177088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2012.

Spencer Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-4963 Clémency, 9, rue basse.

R.C.S. Luxembourg B 101.210.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social de la société en date du 11 octobre 2012

Après délibérations, l'assemblée générale a pris les décisions suivantes à l'unanimité:

- de révoquer Monsieur Pascal FABECK de son mandat de Commissaire aux Comptes de la société.
- de nommer à la fonction de Commissaire aux Comptes la société ACCOUNTIS S.A., ayant son siège social à L – 2352 Luxembourg, rue Jean-Pierre Probst, 4, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n° B146381. La mission d'ACCOUNTIS S.A. débutera par l'examen des comptes 2009 et son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en l'année 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Extrait conforme,

Clémency, le 15 octobre 2012.

Référence de publication: 2012134768/18.

(120177143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Green S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 41.363.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 15 octobre 2012

L'Assemblée appelle aux fonctions d'administrateur Monsieur Raul MARQUES, 38, Boulevard Joseph II, L-1840, Luxembourg en remplacement de Madame Hedwig VERDOODT, 101, Rue Jules Besmestraat, B- 1081, Koekelberg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale renomme:

- Monsieur Enzo LIOTINO, avec adresse professionnelle au 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;
- Mademoiselle Danielle SCHULLER, avec adresse professionnelle au 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG, société anonyme, 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

Luxembourg.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2012134481/25.

(120177094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Professional Systems Consultancy s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 144.693.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012134015/9.

(120177085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2012.

The Capital Toolbox Company, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8437 Steinfort, 23, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 149.310.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement le 21 septembre 2012

L'Assemblée Générale de la société à responsabilité limitée The Capital Toolbox Company a pris les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée Générale prend acte de la démission de Monsieur Pierre Hubar de son poste de gérant administratif.
2. L'Assemblée Générale décide de ne pas remplacer Monsieur Hubar dans l'immédiat.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2012134105/13.

(120177083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2012.

fucom sa, Société Anonyme.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 7, Lauhtegaass.

R.C.S. Luxembourg B 117.270.

—
Der Jahresabschluss auf den 31.12.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012134204/9.

(120177107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Euro - Recup, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8265 Mamer, 34, rue François Trausch.

R.C.S. Luxembourg B 157.403.

—
Il résulte de quatre contrats de cession de parts sociales signés en date du 10 octobre 2012 que:

- Monsieur Pedro Da Silva Pinto, demeurant à L-1840 Luxembourg, 37, Boulevard Joseph II, a cédé 20 (vingt) parts sociales qu'il détient dans la société Euro-Recup S.à.r.l. ayant son siège social à L-8265 Mamer, 34, rue François Trausch à Monsieur Roger Blang, demeurant à F-57710 Aumetz, 18, rue du Puits, qui accepte.

- Monsieur Pedro Da Silva Pinto, demeurant à L-1840 Luxembourg, 37, Boulevard Joseph II, a cédé 10 (dix) parts sociales qu'il détient dans la société Euro-Recup S.à.r.l. ayant son siège social à L-8265 Mamer, 34, rue François Trausch à Monsieur Patrick Janssens demeurant à B-1332 Genval, 10, Avenue des Cormiers, qui accepte.

- Monsieur Sandro Gioioso, demeurant à L-8265 Mamer, 34, rue François Trausch, a cédé 20 (vingt) parts sociales qu'il détient dans la société Euro Recup S.à.r.l. ayant son siège social à L-8265 Mamer, 34, rue François Trausch à Monsieur André De Bast, demeurant à L-8362 Grass, 11, rue Principale, qui accepte.

- Monsieur Sandro Gioioso, demeurant à L-8265 Mamer, 34, rue François Trausch, a cédé 10 (dix) parts sociales qu'il détient dans la société Euro-Recup S.à.r.l. ayant son siège social à L-8265 Mamer, 34, rue François Trausch à Monsieur Patrick Janssens demeurant à B-1332 Genval, 10, Avenue des Cormiers, qui accepte.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2012.

Pour Euro Recup S.à.r.l.

Référence de publication: 2012134409/23.

(120177101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Am Haferstück S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 49.673.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012134231/10.

(120177134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

TAP dayli Vertriebs GmbH, Zweigniederlassung Luxemburg, Succursale d'une société de droit étranger, (anc. Anton Schlecker G.m.b.H. Zweigniederlassung Luxemburg).

Adresse de la succursale: L-5612 Mondorf-les-Bains, 28, avenue François Clement.

R.C.S. Luxembourg B 87.413.

—
AUSZUG

1. Gemäß Gesellschafterbeschluss vom 30. Juli 2012 hat der Alleingesellschafter der Anton Schlecker Gesellschaft m.b.H., Gesellschaft mit beschränkter Haftung österreichischen Rechts, mit Sitz in A-4055 Pucking, Anton-Schlecker-Straße 1, eingetragen beim Handelsgericht Linz unter FN 86077 i (die „Gesellschaft“) beschlossen:

- a) den Rücktritt von Herrn Anton Schlecker als Geschäftsführer der Gesellschaft zur Kenntnis zu nehmen und
- b) Herrn Ing. Dr. Rudolf Haberleitner, geboren am 8. April 1945, in Schwallenbach (Österreich), geschäftsansässig in Wollzeile 24, A-1010 Wien, mit Wirkung zum 30. Juli 2012, als Geschäftsführer der Gesellschaft zu bestellen, Herr Ing. Dr. Rudolf Haberleitner vertritt die Gesellschaft selbständig.

2. Gemäß Gesellschafterbeschluss vom 13. August 2012 hat der Alleingesellschafter der Gesellschaft beschlossen:

Herrn Peter Krammer, geboren am 4. Mai 1960, in Wien (Österreich), geschäftsansässig in Erlenweg 22, A-4893 Zell am Moos, mit Wirkung zum 13. August 2012 als weiteren Geschäftsführer der Gesellschaft zu bestellen. Herr Peter Krammer vertritt die Gesellschaft gemeinsam mit einem weiteren Geschäftsführer oder einem Gesamtprokuristen.

3. Gemäß notarieller Niederschrift der außerordentlichen Generalversammlung vom 7. August 2012 hat der Alleingesellschafter der Gesellschaft beschlossen, die Firmenbezeichnung der Gesellschaft von „Anton Schlecker Gesellschaft m.b.H.“ auf „TAP dayli Vertriebs GmbH“ zu ändern.

Die Bezeichnung der luxemburgischen Zweigniederlassung ist entsprechend anzupassen und lautet somit fortan: „TAP dayli Vertriebs GmbH, Zweigniederlassung Luxemburg“.

4. Die Adresse der luxemburgischen Zweigniederlassung wurde verlegt von L-9905 Troisvierges 36 Grand-rue nach L-5612 Mondorf les Bains, 28, avenue François Clement und lautet somit fortan: L-5612 Mondorf les Bains, 28, avenue François Clement.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für TAP dayli Vertriebs G.m.b.H. Zweigniederlassung Luxemburg

Référence de publication: 2012134238/30.

(120176615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Dimension Data Financial Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89D, rue de Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 110.251.

Il résulte de l'assemblée générale tenue en date du 22 novembre 2011 la décision suivante:

1. Nomination en qualité de réviseur d'entreprise agréé de la société KPMG Luxembourg, société à responsabilité limitée, R.C.S.L. B 149133, avec siège social 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, pour une durée d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle tenue en 2012, pour l'exercice se clôturant le 30 Septembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2012.

Pour la société

Référence de publication: 2012134339/14.

(120177104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Covis Pharma Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 164.392.

—
Extrait de la résolution de l'associé unique de la Société en date d'octobre 2012

En date du octobre 2012, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

D'accepter la démission de Monsieur Louis Johannes de Lange, né le 23 mai 1969 à Eindhoven, aux Pays-Bas, résidant professionnellement au 69, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, avec effet au 18 juillet 2012.

De nommer Monsieur Pieter-Jan van der Meer, né le 30 décembre 1968 à Rotterdam au Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en tant que nouveau gérant de classe A de la Société avec effet au 18 juillet 2012 et pour une durée indéterminée.

Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société se compose des personnes suivantes:

Gérants de classe A:

Monsieur Faruk Durusu
Monsieur Philippe van den Avenne
Monsieur Pieter-Jan van der Meer
Mademoiselle Christel Angela Damaso

Gérants de classe B:

Monsieur Jack Thomas Davis
Monsieur Michael Porter
Monsieur Barry Lewis Levinson
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2012.

Covis Holdings, L.P.

Référence de publication: 2012134292/28.

(120177092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Crystal Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 154.705.

Lors de l'assemblée générale annuelle reportée tenue en date du 14 septembre 2012, les actionnaires ont pris la décision suivante:

- suite à une fusion par absorption et un changement de dénomination, le commissaire aux comptes est Alter Domus Luxembourg S.à r.l. avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg. Son mandat débute avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 septembre 2012.

Référence de publication: 2012134297/15.

(120177169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Qioptiq S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.209.975,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 111.139.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2012.

Référence de publication: 2012134691/11.

(120177160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

CAST-Partners Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 130.761.

EXTRAIT

Par décision en date du 1^{er} octobre 2012, les associés ont décidé:

- d'accepter les démissions de Monsieur Eric Lechat et Madame Sharon Callahan de leurs fonctions de gérant de la société avec effet au 1^{er} octobre 2012;

- de nommer Monsieur Jean-Claude Lucius, expert-comptable, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) le 13 novembre 1966, demeurant professionnellement au 121 Avenue de la Faïencerie à L-1511 Luxembourg, aux fonctions de gérant de la Société, pour une durée illimitée, avec effet au 1^{er} octobre 2012;

- de nommer Monsieur Arnaud Delalle, né à Thionville (France) le 27 Août 1981, demeurant professionnellement au 121 Avenue de la Faïencerie à L-1511 Luxembourg, aux fonctions de gérant de la société, pour une durée illimitée, avec effet au 1^{er} octobre 2012;

- de transférer le siège social de la société de L-2346 Luxembourg, 20 Rue de la Poste à L-1940 Luxembourg, 296-298 Route de Longwy avec effet au 1^{er} octobre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2012134308/21.

(120177140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

CDCM Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 81.524.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2012.

Référence de publication: 2012134310/10.

(120177173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Comipal A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 75.668.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour COMIPAL A.G. (en liquidation)

Référence de publication: 2012134325/10.

(120177154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Ceylon S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 62.504.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012134312/9.

(120177124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

CMS-XKO Lux Exchange S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 127.736.

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2012.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2012134321/13.

(120177162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Colcos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 90.548.

—
Extrait des décisions prises lors du conseil d'administration et de l'assemblée générale ordinaire tenus en date du 27 août 2012

1. Monsieur Philippe TOUSSAINT a démissionné de ses mandats d'administrateur de catégorie B et de président du conseil d'administration.

2. Monsieur Jonathan LEPAGE a démissionné de son mandat d'administrateur de catégorie B.

3. M. Xavier SOULARD, administrateur de sociétés, né le 14 août 1980 à Châteauroux (France), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur de catégorie B et président du conseil d'administration, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.

4. M. Sébastien ANDRE, administrateur de sociétés, né le 29 octobre 1974 à Metz (France), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur de catégorie B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.

Luxembourg, le 15 octobre 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour COLCOS S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012134323/22.

(120177158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Galactic Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 136.128.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012134437/10.

(120177133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

COREplus II Lux GP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 130.214.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012134330/9.

(120177062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Décor d'Intérieur Eischen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4621 Differdange, 51, place du Marché.
R.C.S. Luxembourg B 21.875.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal d'une assemblée générale extraordinaire avec cession de parts, reçu par le notaire Robert SCHUMAN, de résidence à Differdange, en date du 5 octobre 2012, enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, en date du 10 octobre 2012, EAC /2012/13191:

Monsieur Michel EISCHEN, commerçant, né à Differdange, le 31 décembre 1960 (Matricule 1960 1231 258), demeurant à L-4692 Differdange, 1, rue Albert Ungeheuer, déclare céder et transporter les neuf cents (900) parts sociales qu'il détient dans la prédite société à Madame Martine EISCHEN, salariée, née à Luxembourg, le 10 septembre 1985 (Matricule 1985 0910 041), demeurant à L-4670 Differdange, 244, rue de Soleuvre, ce acceptant. Cette cession a eu lieu pour et moyennant le prix de soixante-quinze mille euro (€ 75.000.-), somme que le cédant déclare et reconnaît avoir reçue à l'instant même dont titre et quittance.

La société à responsabilité limitée DECOR D'INTERIEUR EISCHEN S.à rl, représentée comme il vient d'être dit, déclare accepter la cession ci-avant mentionnée, conformément à l'article 190 de la loi sur les sociétés commerciales et n'avoir entre les mains aucun empêchement ou opposition qui puisse en arrêter ou suspendre l'effet.

A la suite de la cession ainsi intervenue, le capital social de la prédite société se trouve désormais en totalité entre les mains de Madame Martine EISCHEN, prédite.

1. - L'assemblée générale décide d'accepter la démission de son gérant unique Monsieur Michel EISCHEN, préqualifié.
2. - Est nommée gérante unique de la société pour une durée indéterminée:

Madame Martine EISCHEN, préqualifiée.

Differdange, le 15 octobre 2012.
 POUR EXTRAIT CONFORME
 Robert SCHUMAN
 Le notaire

Référence de publication: 2012134343/29.

(120176518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Dounia S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 39.846.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
 Boulevard Joseph II
 L-1840 Luxembourg
 Signature

Référence de publication: 2012134352/13.

(120177113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Electric Vehicle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-3364 Leudelange, 5, rue du Château d'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 144.238.

Constatation de cession de parts sociales

Suite à une convention de cession de parts sociales sous seing privé, il résulte que le capital social de la société à responsabilité limitée ELECTRIC VEHICLE S.à r.l. est désormais réparti comme suit:

La société anonyme GROUP LOUISIANA S.A. avec siège social à L-3364 Leudelange, 5, rue du Château d'Eau, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 42.600:

cent parts sociales	100
Total: cent parts sociales	100

Luxembourg, le 31/08/2012.

Pour extrait conforme
 GROUP LOUISIANA S.A.
 L'associé unique représentée par son conseil d'administration
 Marc VENEZIANO / Sarah RIGANELLI
 Les gérants

Référence de publication: 2012134382/21.

(120177144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Erre Tre S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 55.549.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012134406/9.

(120177105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

**ICE IP S.A., Société Anonyme,
(anc. Chinalux SA).**

Siège social: L-8832 Rombach, 3, rue des Tilleuls.

R.C.S. Luxembourg B 116.256.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 15 octobre 2012.

Pour la société

Anja HOLTZ

Le notaire

Référence de publication: 2012134897/14.

(120177410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Rudyfel Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 17.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 172.281.

PROJET DE FUSION TRANSFRONTALIERE

Draft Terms and Conditions of the Cross-Border Merger

BETWEEN:

(1) Rudyfel Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) (RCS) under number B 172.281 and having a share capital of seventeen thousand five hundred Canadian Dollars (CAD 17,500.-) (the Absorbing Company), represented by Michael Kidd and Eric Lechat, acting in their capacity as managers; and

(2) Rudyfel Investments B.V., a private limited liability company (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) incorporated under the laws of the Netherlands, having its registered office at Barbara Strozilaan 201, Office 4.08L, 1083 HN Amsterdam, the Netherlands, registered with the Chamber of Commerce of Amsterdam under number 34115943 (the Absorbed Company), represented by Trust International Management (T.I.M.) B.V., its sole managing director and on its turn represented by its authorized representatives.

The Absorbing Company and the Absorbed Company are together referred to as the Companies.

WHEREAS:

A. The Companies established these draft terms and conditions of the reversed cross-border merger (the Merger Proposal) in compliance with articles 257 and subsequent of the Luxembourg law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the Law) and in compliance with article 2:312 read in conjunction with article 2:333d of the Dutch Civil Code (DCC);

B. As at the date hereof, the Absorbed Company owns one hundred per cent (100%) of the shares of the Absorbing Company;

C. The Companies will have to submit the present Merger Proposal to their general meeting of shareholders in compliance with article 263 of the Law; and

D. In accordance with article 273ter of the Law and article 2:333i DCC, the reversed cross-border merger (the Merger) will take effect between (i) the Absorbed Company and the Absorbing Company and (ii) toward third parties on the date of the publication made in accordance with article 9 of the Law of the minutes of the last general meeting of the sole shareholder of the Absorbing Company (the EGM) approving the proposed Merger (the Effective Date).

IT HAS BEEN AGREED AS FOLLOWS:

1. Characteristics of the contemplated reversed cross-border merger

1.1 Contemplated merger

The management of both Companies have decided to enter into the Merger process with the effect of transferring the assets and liabilities of the Absorbed Company by operation of law to the Absorbing Company as of the Effective

Date in compliance with articles 273ter and 274 of the Law and articles 2:309 and 2:310 read in conjunction with 2:311 DCC.

1.2 Characteristics of the Companies involved in the Merger: article 261 (2) (a) of the Law and article 2:312 DCC

a) The Absorbing Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCS under number B 172.281 and having a share capital of seventeen thousand five hundred Canadian Dollars (CAD 17,500.-).

The Absorbing Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated October 12, 2012, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association of the Absorbing Company have not been amended since the incorporation date.

Its share capital currently stands at seventeen thousand five hundred Canadian Dollars (CAD 17,500.-) divided into one hundred forty (140) shares of one hundred twenty-five Canadian Dollars (CAD 125.-) each, fully paid up. The Absorbing Company has not issued any securities other than those shares making up its share capital.

The Absorbing Company's corporate object is the following:

“ **Art. 2.** The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit, loans (whether performing or non-performing), residential mortgages and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. The Company may enter into transactions, including financial transactions, with its affiliates on any terms including, without limitation, other than on arms length terms.

The Company may incorporate or acquire subsidiaries from time to time.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

The Company may acquire to resell or buy and sell real property or any other moveable or immoveable property in any country.

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.”

b) The Absorbed Company is a private limited liability company (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) incorporated under the laws of the Netherlands, with corporate seat at Amsterdam, the Netherlands, having its registered office at Barbara Strozilaan 201, Office 4.08L, 1083 HN Amsterdam, the Netherlands, registered with the Chamber of Commerce of Amsterdam under number 34115943.

The Absorbed Company was incorporated on May 27, 1999 pursuant to a deed of incorporation executed by a civil law notary in Amsterdam, the Netherlands, registered with the Chamber of Commerce of Amsterdam under number 34115943 on June 3, 1999. The articles of association of the Absorbed Company have not been amended since the incorporation date.

The issued share capital of the Absorbed Company is currently twenty thousand Euro (EUR 20,000.-). The share capital is divided into two hundred (200) shares having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, fully paid up. The Absorbed Company has not issued any securities other than those shares making up its share capital.

The Absorbed Company's corporate object is the following (free translation):

Art. 2. The objects of the company are:

- the incorporation of the participation in holding of shares or other securities of and the financing of companies or enterprises and disposal of participations, the collaboration with, conducting the management of and providing advice and other services to companies or enterprises;
- to provide for periodic payments;

- to lend and to borrow funds;
 - providing collateral for the debts and other obligations of the company or of other companies or enterprises with which the company is affiliated in a group or of third parties;
 - the acquisition, exploitation and disposal of (registered) property;
 - the trade in currency, securities and asset values in general;
 - the acquisition, exploitation and disposal of industrial and intellectual property rights;
 - to carry out all sort of industrial, financial and commercial activities,
- as well as comprising all of that which is incidental to the above or which could be conducive thereto, in the broadest sense of the words.

1.3 Motives and objectives behind the Merger

a) The reasons for the Merger are the expected efficiencies and cost reductions, as well as the simplification and the rationalization of the group structure. The group has indeed decided to centralize its holding company in one jurisdiction in order to achieve efficiency and cost reduction.

b) It is not expected that the Merger will have any economic consequences other than efficiencies and cost reductions.

2. The Merger

2.1 Valuation and methods of valuation of the contribution: article 261 (4) d) of the Law and article 2:333d DCC

In order to determine the valuation of the Merger, for accounting and legal purposes, the contributed assets and liabilities of the Absorbed Company are valued, based on generally accepted accountancy principles at their book value being the CAD equivalent of three million three hundred forty-six thousand nine hundred eighty-four Euro (EUR 3,346,984.-) pursuant to the official foreign exchange rate published by the ECB on the date of the EGM (the Converted Book Value), based on the interim financial statements of the Absorbed Company as of August 31, 2012.

2.2 Share capital increase and subsequent share capital reduction: article 261 (2) c) of the Law and articles 2:312 and 2:311 read in conjunction with articles 2:325 and 2:326 DCC

The Absorbed Company will contribute, by way of the Merger, all its assets and liabilities in their entirety without exception or reserve to the Absorbing Company.

In remuneration for the contribution of the assets and liabilities of the Absorbed Company, the Absorbing Company will increase its share capital by the amount of one hundred fifty thousand Canadian Dollars (CAD 150,000.-) so as to raise it from its present amount of seventeen thousand five hundred Canadian Dollars (CAD 17,500.-) to one hundred sixty-seven thousand five hundred Canadian Dollars (CAD 167,500.-) through the issuance of one thousand two hundred (1,200) new shares having a par value of one hundred twenty-five Canadian Dollars (CAD 125.-) each, of the same kind and carrying the same rights and obligations, as the existing shares of the Absorbing Company. The remaining amount equal to the difference between the Converted Book Value and one hundred fifty thousand Canadian Dollars (CAD 150,000.-) (allocated to the share capital reserve account of the Absorbing Company) will be allocated to the share premium reserve account of the Absorbing Company.

The newly issued shares of the Absorbing Company will all be allocated to the sole shareholder of the Absorbed Company being Stockard Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCS under number B 165.731 and having a share capital of six hundred thousand Canadian Dollars (CAD 600,000.-) (the Sole Shareholder of the Absorbed Company).

The one hundred forty (140) own shares of the Absorbing Company that it has acquired as a result of the transfer of all the assets and liabilities by operation of law of the Absorbed Company will be cancelled simultaneously with the issuance of the new shares so that the share capital of the Absorbing Company will be decreased by the amount of seventeen thousand five hundred Canadian Dollars (CAD 17,500.-) simultaneously with the above share capital increase.

Article 6 of the articles of association of the Absorbing Company will be amended accordingly.

2.3 Registration of the new shares and of the cancelled shares

The newly issued shares and the cancelled shares will be registered in the shareholders' register of the Absorbing Company as of the Effective Date.

2.4 Right of the new shares to participate to the profit: article 261 (2) d) of the Law and article 2:326 subsection b) DCC

The newly issued shares will entitle the Sole Shareholder of the Absorbed Company to participate in the profits of the Absorbing Company, it being understood that these rights only concern the undistributed dividends as of the Effective Date and any future dividends. This right is subject to no special condition.

2.5 Accounting date of the Merger: article 261 (2) e) of the Law and article 2:333i read in conjunction with 2:312 paragraph 2 subsection f) DCC

For accounting purposes, the Merger shall be deemed to be effective as of the Effective Date.

2.6 Rights conferred by the Absorbing Company to shareholders having special rights and to the holders of securities other than shares or corporate units, or the measures proposed concerning them: article 261 (2) f) of the Law

The rights and advantages granted to the Sole Shareholder of the Absorbed Company are similar to the rights and advantages granted to the sole shareholder of the Absorbing Company. Therefore, it is not required that the Absorbing Company creates shares conferring special rights.

2.7 Special advantages granted to the experts referred to in article 266 of the Law, to the members of the management board, board of directors and to the statutory auditors of the Companies and to any of the persons (if any) referred to in article 261 (2) g) of the Law and article 2:312 paragraph 2 subsection d DCC

Neither the experts referred to in article 266 of the Law, nor the members of the management board, board of directors and the statutory auditors of the Companies and any of the persons (if any) referred to in article 261 (2) g) of the Law and article 2:312 paragraph 2 subsection d DCC shall be entitled to receive any special advantages in connection with or as a result of the Merger.

2.8 Articles of association of the Absorbing Company

The articles of association of the Absorbing Company were drawn up by deed of incorporation executed on the twelfth day of October two thousand twelve before Maître Grethen, civil law notary in Luxembourg and not yet amended. The consecutive wording of the articles of association of the Absorbing Company as per the date of the Merger Proposal and the articles of association as they will read on the Effective Date are attached as Annex A and Annex B to the Merger Proposal, respectively.

2.9 Likely effects on the employment: article 261 (4) b) and c) of the Law and article 2:312 paragraph 2 subsection h) read in conjunction with article 2:333 d subsection b DCC

The Merger is not expected to have any effect on the employment as the Absorbed Company has no employee.

2.10 Annual accounts or interim financial statements used to determine the valuation of the Merger: article 261 (4) e) of the Law and article 2:333d DCC read in conjunction with article 2:313 DCC

The dates of the most recently adopted annual accounts of the Companies' accounts used to establish the conditions of the Merger are:

a) For the Absorbing Company:

The interim statements as of October 15, 2012 have been used.

b) For the Absorbed Company:

The annual accounts for the financial years ended respectively on December 31, 2009, December 31, 2010 and December 31, 2011, together with the interim statements as of August 31, 2012 have been used.

2.11 Exercise of rights by the creditors: article 262 (2) c) of the Law and article 2:316 read in conjunction with 2:333e paragraph 1 subsection c DCC

The details of the arrangements made for the exercise of the rights of the creditors will be in the national laws as follows:

a) the Absorbed Company: article 2:316 DCC read in conjunction with article 2:333e paragraph 1 subsection c DCC; and

b) the Absorbing Company: article 268 of the Law.

The creditors of the Companies may obtain the complete information on the details made for the exercise of their rights at the following address:

a) Rudyfel Investments S.à r.l.

Registered office: 46A, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

b) Rudyfel Investments B.V.

Registered office: Barbara Strozziilaan 201, Office 4.08L, 1083 HN Amsterdam, the Netherlands.

2.12 Granting of rights or compensations for the account of the Absorbing Company pursuant to article 2:320 read in conjunction with 2:312 paragraph 2 subsection c DCC

No rights or compensations will be granted.

2.13 Effects of the Merger on the goodwill and the distributable reserves of the Absorbing Company

The effects of the Merger on the goodwill and the distributable reserves will be as follows: none.

2.14 Information concerning the procedure of the codetermination of the arrangements with respect to the codetermination in the Absorbing Company

Due to the fact that the Absorbed Company has no employee, there is no requirement to make information concerning the procedure of the determination of the arrangements with respect to the codetermination in the Absorbing Company available.

2.15 Contemplated continuation or termination of activities

The activities of the Absorbed Company will be continued by the Absorbing Company. For the avoidance of doubt, the Merger will not imply or provoke any termination of activities of the Companies.

2.16 Corporate approvals with respect to the Merger

The Merger Proposal and the Merger have been approved by the board of managers of the Absorbing Company. No prior approval by anybody of the Absorbed Company is required with respect to the Merger.

2.17 Proposal for the height of compensation of shareholders

No cash compensation for shareholders that vote against the Merger Proposal is contemplated as the sole shareholder of the Absorbing Company is the Absorbed Company which will not vote against the Merger.

2.18 Management reports on the Merger Proposal: article 265 (1) of the Law and article 2:327 DCC

In accordance with article 265 (1) of the Law and article 2:327 DCC the management of each of the Companies issued a report on the Merger which will be presented to the shareholders of the Companies.

2.19 Examination of the Merger Proposal by independent auditors: article 266 (1) of the Law and article 2:328 DCC

In accordance with article 266 (5) of the Law, article 2:328 paragraph 6 DCC and article 8 of the Directive 2005/56/EC, the shareholders of the Companies will waive the examination of the Merger Proposal by the independent auditors and the audit reports required by article 266 (1) and (2) of the Law and the first sentence of paragraph 1 and paragraph 2 of article 2:328 DCC.

A separate audit report will be drafted by PKF Wallast for the purpose of the second sentence of paragraph 1 of article 2:328 DCC.

2.20 Effects of the Merger for the holders of shares without voting right or the holders of shares without profit rights: article 2:326 subsection d DCC

There are no holders of shares without voting right or holders of shares without profit rights in the issued capital of the Absorbed Company.

2.21 Compensation of holders of shares without voting right or the holders of shares without profit rights: article 2:333h, 2:330a and 2:326 subsection e and f DCC

As there are no holders of shares without voting right or holders of shares without profit rights in the issued capital of the Absorbed Company, article 2:330a and 2:326 subsection e and f DCC are not applicable.

3. Consequences of the Merger

3.1 Universal transfer

The Merger will trigger ipso jure all the consequences detailed in article 274 of the Law and articles 2:309 and 2:310 read in conjunction with 2:311 DCC in particular, as a result of the Merger, the Absorbed Company shall cease to exist and all its shares in issue shall be cancelled.

The Absorbing Company will become the owner of the assets transferred by the Absorbed Company by operation of law as they exist on the Effective Date, with no right of recourse whatsoever against the Absorbed Company.

The Absorbing Company shall pay, as from the Effective Date, all taxes, contributions, duties, levies and insurance premium which will or may become due with respect to the ownership of the assets which have been contributed.

As from the Effective Date, the Absorbing Company shall perform all agreements and obligations whatsoever of the Absorbed Company.

The rights and claims comprised in the assets of the Absorbed Company shall be transferred to the Absorbing Company with all the securities, either in rem or personal, attached thereto. The Absorbing Company shall thus be subrogated, without novation, in all rights, whether in rem or personal, of the Absorbed Company with respect to all assets and against all debtors without any exception.

The Absorbing Company shall incur all debts and liabilities of any kind of the Absorbed Company. In particular, it shall pay interest and principal on all debts and liabilities of any kind incurred by the Absorbed Company.

3.2 Corporate Documents

All corporate documents of the Absorbed Company shall be kept at the registered office of the Absorbing Company for as long as prescribed by the DCC.

3.3 Mandate of the management / statutory auditor(s) (if any)

The mandates of the members of the board of directors and of the statutory auditor(s) (if any) of the Absorbed Company will be terminated on the Effective Date. Full discharge (quitus) is given to the members of the board of directors and to the statutory auditor(s) for the performance of their mandate.

The mandates of the members of the board of managers of the Absorbing Company will not be affected by the Merger.

3.4 Winding up of the Absorbed Company

The Absorbed Company shall be wound up automatically at the Effective Date.

The Absorbed Company's winding up shall not require any liquidation.

4. Miscellaneous

4.1 Registration

The Merger Proposal and the documentation as referred to in clause 4.2 under a. up to and including c. and e. of this Merger Proposal will be deposited by the Absorbed Company at the Dutch trade register of the Chamber of Commerce in Amsterdam, the Netherlands (Het handelsregister van de Kamers van Koophandel te Amsterdam) and will be published in the Dutch national gazette (Staatscourant) and a Dutch national newspaper at least one month prior to the extraordinary general meetings of the Companies to approve the Merger pursuant to articles 9 and 262 of the Law and article 2:314 read in conjunction with articles 2:316 and 2:317 DCC.

The Merger Proposal and the documentation as referred to in clause 4.2 under a. up to and including c. and e. of this Merger Proposal will be deposited by the Absorbing Company at the RCS and then published in the Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C at least one month prior to the extraordinary general meetings of the Companies to approve the Merger pursuant to articles 9 and 262 of the Law and article 2:314 read in conjunction with articles 2:316 and 2:317 DCC.

4.2 Documents available for inspection by the shareholders of the Companies: article 267 (1) of the Law and article 2:314 paragraph 2 read in conjunction with 2:328 paragraph 5 DCC

The sole shareholder of each of the Companies shall be entitled to inspect the following documents at the registered office of the Companies, at least one month before the date of the general meetings of the Companies called to decide on the terms of the Merger:

- a) the Merger Proposal;
- b) the annual accounts of the Absorbed Company for the last three financial years together with the management reports and, if necessary, an interim balance sheet, audited if need be, drawn up as per a date which must not be earlier than the first day of the third month preceding the date of the publication of the Merger Proposal, if the last annual accounts of the Absorbed Company relate to a year that ended more than six months before that date; and
- c) the interim balance sheet of the Absorbing Company, audited if need be, drawn up as per a date which must not be earlier than the first day of the third month preceding the date of the publication of the Merger Proposal;
- d) the management reports of article 265 (1) of the Law and article 2:313 DCC for each of the Companies;
- e) the audit report of article 2:328 paragraph 1 second sentence DCC read in conjunction with 2:328 paragraph 6 DCC for the Absorbed Company.

A copy of the above mentioned documents will be obtainable upon request and the documents under a. up to and including c. and e. are attached to the Merger Proposal under Annex C.

4.3 Powers - costs - choice of domicile

All powers are vested to any lawyer of Ober & Beerens to make the filings and publications required by law, to fulfill all legal formalities and to make all necessary notifications and, after the contribution has occurred, notify of and register this Merger Proposal wherever this may be necessary.

The charges and rights of the Merger Proposal and all those resulting from it directly or indirectly will be paid for by the Absorbing Company.

[Remainder of page intentionally left blank - Signature page follows]

Luxembourg, on 31 October 2012, in four originals.

The Absorbing Company
Rudyfel Investments S.à r.l.
By: Eric Lechat / Michael Kidd
Title: *Manager / Manager*

The Absorbed Company
Rudyfel Investments B.V.
By: Trust International Management (T.I.M.) B.V.
Title: *Managing director*
Itself represented by:
Mr. E. Hoogeboom / Ms. H. Nasim
Title: *Attorney-in-fact A / Attorney-in-fact B*

Annexes to these draft terms form an integrated part of the Merger Proposal.

Annexes:

Annex A Current articles of association of the Absorbing Company

Annex B Articles of association as of the Effective Date

Annex C Documents mentioned in 4.2 above under a. up to and including c. and e.

Projet de fusion transfrontalière

ENTRE:

(1) Rudyfel Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) (RCS) sous le numéro B 172.281 et ayant un capital social de dix-sept mille cinq cents Dollars Canadiens (CAD 17.500,-) (la Société Absorbante), représentée par Michael Kidd and Eric Lechat, en leur qualité de gérants; et

(2) Rudyfel Investments B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) constituée selon le droit néerlandais, ayant son siège social à Barbara Strozziilaan 201, Office 4.08L, 1083 HN Amsterdam, Pays-Bas, immatriculée auprès de la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 34115943 (la Société Absorbée), représentée par Trust International Management (T.I.M.) B.V., son gérant unique et à son tour représenté par ses représentants autorisés.

La Société Absorbante et la Société Absorbée sont ensemble désignées les Sociétés.

CONSIDERANT QUE:

A. Les Sociétés ont établi le présent projet de fusion transfrontalière inversée (le Projet de Fusion) en conformité avec les articles 257 et suivants de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée de temps à autre (la Loi) et en conformité avec l'article 2:312 lu ensemble avec l'article 2:333d du Code Civil néerlandais (le CCN);

B. A ce jour, la Société Absorbée détient cent pour cent (100%) des parts sociales de la Société Absorbante;

C. Les Sociétés devront soumettre le présent Projet de Fusion à l'assemblée générale de leurs associés respectifs en conformité avec l'article 263 de la Loi; et

D. Selon l'article 273ter de la Loi et l'article 2:333i du CCN, la fusion transfrontalière inversée (la Fusion) prendra effet entre (i) la Société Absorbée et la Société Absorbante et (ii) à l'égard des tiers lorsque les décisions concomitantes des Sociétés seront adoptées et publiées, c'est-à-dire à la date de la publication faite conformément à l'article 9 de la Loi de la dernière assemblée générale de l'associé unique de la Société Absorbante (l'AGE) approuvant la Fusion proposée (la Date d'Effet).

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

1. Caractéristiques de la fusion transfrontalière inversée envisagée

1.1 Fusion envisagée

Les gérants des deux Sociétés ont décidé d'entrer dans le processus de la Fusion en vue de transférer par l'effet de la loi les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante à la Date d'Effet en conformité avec les articles 273ter et 274 de la Loi et les articles 2:309 et 2:310 lus ensemble avec l'article 2:311 du CCN.

1.2 Caractéristiques des Sociétés impliquées dans la Fusion: article 261 (2)(a) de la Loi et article 2:312 du CCN

a) La Société Absorbante est une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 172.281 et ayant un capital social de dix-sept mille cinq cents Dollars Canadiens (CAD 17.500,-).

La Société Absorbante a été constituée par un acte de Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 12 octobre 2012, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société Absorbante n'ont pas été modifiés depuis la date de constitution.

Son capital social s'élève actuellement à dix-sept mille cinq cents Dollars Canadiens (CAD 17.500,-) divisé en cent quarante (140) parts sociales de cent vingt-cinq Dollars Canadiens (CAD 125,-) chacune, totalement libérées. La Société Absorbante n'a pas émis d'autres titres que les parts sociales composant son capital social.

L'objet social de la Société Absorbante est le suivant:

« **Art. 2.** L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt, prêts (portant intérêts ou non), et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. La Société pourra conclure toutes transactions, y compris des transactions financières, avec ses filiales quelqu'en soient les termes et conditions.

La Société pourra également constituer des filiales ou acquérir des sociétés.

La Société pourra emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société pourra accorder tous crédits, y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses filiales, Sociétés affiliées ou toute autre Société. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses filiales, Sociétés affiliées ou toute autre Société. La Société pourra en outre mettre en gage, transférer, encombrer ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la cons-

truction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

La Société pourra acquérir pour revendre ou acquérir puis revendre tout types d'actifs mobiliers ou immobiliers dans tous pays.

L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative.»

b) La Société Absorbée est une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap niet beperkte aansprakelijkheid) constituée selon le droit néerlandais, ayant son siège social à Barbara Strozilaan 201, Office 4.08L, 1083 HN Amsterdam, Pays-Bas, immatriculée auprès de la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 34115943.

La Société Absorbée a été constituée le 27 mai 1999 suivant un acte de constitution signé par un notaire de résidence à Amsterdam, Pays-Bas, inscrite auprès de la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 34115943 le 3 juin 1999. Les statuts de la Société Absorbée n'ont pas été modifiés depuis la date de constitution.

Le capital social émis de la Société Absorbée s'élève actuellement à vingt mille euros (EUR 20.000,-). Le capital social est divisé en deux cent (200) parts sociales ayant une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) chacune, entièrement libérées. La Société Absorbée n'a pas émis de titres autres que les actions composant son capital social.

L'objet social de la Société Absorbée est le suivant (traduction libre):

Art. 2. L'objet social de la Société est le suivant:

- la constitution de, la participation dans la détention de parts sociales ou autres valeurs mobilières de, et le financement de sociétés ou entreprises ainsi que la disposition de participations, la collaboration avec, la conduite de la gestion de, ainsi que le conseil et autres services aux sociétés et entreprises;

- procéder à des paiements périodiques;
 - emprunter des fonds et accorder des prêts;
 - fournir des garanties pour les dettes et autres obligations de la société ou d'autres sociétés ou entreprises avec lesquelles la société est liée dans un groupe ou de tiers;
 - l'acquisition, l'exploitation et la disposition de propriétés (enregistrées);
 - la négociation de devises, de titres et de valeurs mobilières en général;
 - l'acquisition, l'exploitation et la disposition de droits de propriété industrielle et intellectuelle;
 - exercer toutes sortes d'activités industrielles, financières et commerciales,
- ainsi que tout ce qui est accessoire à ce qui précède ou qui pourrait conduire à leur accomplissement, dans le sens le plus large de ces termes.

1.3 Motivations et objectifs de la Fusion

a) Les raisons de la Fusion sont le rendement et la réduction des coûts attendus, ainsi que la simplification et la mise en ordre de la structure du groupe. Le groupe a en effet décidé de centraliser sa société holding dans une seule juridiction en vue d'atteindre le rendement et la réduction des coûts attendus.

b) Il n'est pas prévu que la Fusion ait de conséquences économiques autres que le rendement et la réduction des coûts.

2. La Fusion

2.1 Valorisation et méthodes d'évaluation de l'apport: article 261(4) d) de la Loi et article 2:333d du CCN

Afin de déterminer la valeur de la Fusion, à des fins comptables et légales, les actifs et passifs apportés par la Société Absorbée sont évalués, sur base des principes de comptabilité généralement reconnus, à leur valeur comptable étant l'équivalent en CAD de trois millions trois cent quarante-six mille neuf cent quatre-vingt-quatre euros (EUR 3.346.984) au taux de change officiel publié par la BCE à la date de l'AGE (la Valeur Comptable Convertie) sur la base du bilan intérimaire de la Société Absorbée daté du 31 août 2012.

2.2 Augmentation du capital social et réduction du capital social subséquente: article 261 (2) c) de la Loi et articles 2:312 et 2:311 lus ensemble avec les articles 2:325 et 2:326 du CCN

La Société Absorbée contribuera, par le biais de la Fusion, tous ses actifs et passifs dans leur intégralité, sans exception ni réserve à la Société Absorbante.

En rémunération de l'apport des actifs et passifs de la Société Absorbée, la Société Absorbante augmentera son capital social d'un montant de cent cinquante mille Dollars Canadiens (CAD 150.000,-) de manière à l'augmenter de son montant actuel de dix-sept mille cinq cents Dollars Canadiens (CAD 17.500,-) à cent soixante-sept mille cinq cent Dollars Canadiens (CAD 167.500,-) par l'émission de mille deux cent (1.200) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de cent vingt-cinq Dollars Canadiens (CAD 125,-) chacune, de la même nature et conférant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes de la Société Absorbante. Le montant restant équivalant à la différence entre la Valeur Comptable Convertie et cent cinquante mille Dollars Canadiens (CAD 150.000,-) (alloué au compte de réserve du capital social de la Société Absorbante) sera affecté au compte de réserve de la prime d'émission de la Société Absorbante.

Les parts sociales nouvellement émises de la Société Absorbante seront toutes attribuées à l'associé unique de la Société Absorbée étant Stockard Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché

de Luxembourg, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 165.731 et ayant un capital social de six cent mille Dollars Canadiens (CAD 600.000,-) (l'Associé Unique de la Société Absorbée).

Les cent quarante (140) parts sociales détenues en propre par la Société Absorbante qu'elle a acquis à la suite du transfert de plein droit de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée seront annulées simultanément à l'émission des nouvelles parts sociales afin que le capital social de la Société Absorbante soit diminué d'un montant de dix-sept mille cinq cents Dollars Canadiens (CAD 17.500,-) simultanément avec l'augmentation du capital social ci-dessus.

L'article 6 des statuts de la Société Absorbante sera modifié en conséquence.

2.3 Inscription des nouvelles parts sociales et des parts sociales annulées

Les parts sociales nouvellement émises et les parts sociales annulées seront inscrites dans le registre des associés de la Société Absorbante à compter de la Date d'Effet.

2.4 Le droit accordé par les nouvelles parts sociales de participer aux bénéfices: article 261 (2) d) de la Loi et l'article 2:326 sous-section b du CCN

Les parts sociales nouvellement émises donneront droit à l'Associé Unique de la Société Absorbée de participer aux bénéfices de la Société Absorbante, étant entendu que ces droits ne concernent que les dividendes non distribués à compter de la Date d'Effet et les dividendes futurs. Ce droit n'est subordonné à aucune condition particulière.

2.5 Date d'écriture comptable de la Fusion: l'article 261 (2) e) de la Loi et l'article 2:333i lu ensemble avec l'article 2:312 paragraphe 2 sous-section f du CCN

À des fins comptables, la Fusion sera considérée comme effective à compter de la Date d'Effet.

2.6 Les droits conférés par la Société Absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou des parts sociales, ou les mesures proposées à leur égard: article 261 (2) f) de la Loi

Les droits et avantages accordés à l'Associé Unique de la Société Absorbée sont similaires aux droits et avantages accordés à l'associé unique de la Société Absorbante.

Par conséquent, la Société Absorbante n'est pas tenue de créer des parts sociales conférant des droits particuliers.

2.7 Avantages particuliers accordés aux experts visés à l'article 266 de la Loi, aux membres du conseil d'administration, au conseil de gérance et aux commissaires aux comptes des Sociétés et à toutes les personnes (le cas échéant) mentionnées à l'article 261 (2) g) de la Loi et l'article 2:312 paragraphe 2 sous-section d du CCN

Ni les experts visés à l'article 266 de la Loi, ni les membres du conseil d'administration, du conseil de gérance ni les commissaires aux comptes des Sociétés ni toutes les personnes (le cas échéant) mentionnées à l'article 261 (2) g) de la Loi et à l'article 2:312 paragraphe 2 sous-section d CCN ne recevront d'avantages particuliers en relation avec, ou résultant de la Fusion.

2.8 Statuts de la Société Absorbante

Les statuts de la Société Absorbante ont été établis par acte de constitution passé le douzième jour du mois d'octobre deux mille douze devant Maître Grethen, notaire de résidence à Luxembourg et non encore modifiés. Les statuts de la Société Absorbante tels qu'ils seront rédigés à la date du Projet de Fusion et les statuts de la Société Absorbante tels qu'ils seront rédigés à la Date d'Effet sont joints respectivement comme Annexe A et Annexe B du Projet de Fusion.

2.9 Effets probables sur l'emploi: article 261 (4) b) et c) de la Loi et article 2:312 paragraphe 2 sous-section b lu ensemble avec l'article 2:333 d sous-section b du CCN

La Fusion n'est supposée avoir aucun effet sur l'emploi étant donné que la Société Absorbée n'a aucun salarié.

2.10 Comptes annuels ou bilans intérimaires utilisés pour déterminer l'évaluation de la Fusion: article 261 (4) e) de la Loi et article 2:333d CCN lu ensemble avec l'article 2:313 du CCN

Les dates des plus récents comptes annuels adoptés des Sociétés utilisées pour établir les conditions de la Fusion sont:

a) Pour la Société Absorbante:

Le bilan intérimaire au 15 octobre 2012 a été utilisé.

b) Pour la Société Absorbée:

Les comptes annuels pour les exercices clos respectivement le 31 décembre 2009, le 31 décembre 2010 et le 31 décembre 2011, ensemble avec le bilan intérimaire daté du 31 août 2012 ont été utilisés.

2.11 Exercice des droits par les créanciers: article 262 (2) c) de la Loi et article 2:316 lu ensemble avec l'article 2:333e paragraphe 1 sous-section c du CCN

Les détails des dispositions prises pour l'exercice des droits des créanciers seront dans les lois nationales comme suit:

a) la Société Absorbée: l'article 2:316 CCN lu ensemble avec l'article 2:333e paragraphe 1 sous-section c du CCN; et

b) la Société Absorbante: l'article 268 de la Loi.

Les créanciers des Sociétés peuvent obtenir les renseignements complets sur les détails établis pour l'exercice de leurs droits à l'adresse suivante:

a) Rudyfel Investments S.à r.l.

Siège social: 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

b) Rudyfel Investments B.V.

Siège social: Barbara Strozzi laan 201, Office 4.08L, 1083 HN Amsterdam, Pays-Bas.

2.12 Octroi des droits ou compensations pour le compte de la Société Absorbante en application de l'article 2:320 lu ensemble avec l'article 2:312 paragraphe 2 sous-section c du CCN

Aucun droit ou compensation ne seront accordés.

2.13 Effets de la Fusion sur les fonds de commerce et les réserves distribuables de la Société Absorbante

Les effets de la Fusion sur les fonds de commerce et les réserves distribuables seront comme suit: aucun.

2.14 Renseignements concernant la procédure de codétermination des arrangements eu égard à la codétermination dans la Société Absorbante

En raison du fait que la Société Absorbée n'a aucun salarié, il n'est pas nécessaire de rendre disponible l'information concernant la procédure de codétermination des arrangements eu égard à la codétermination dans la Société Absorbante.

2.15 Continuation ou cessation d'activités envisagées

Les activités de la Société Absorbée seront poursuivies par la Société Absorbante. Pour éviter tout doute, la Fusion n'entraînera ni ne provoquera aucune cessation des activités des Sociétés.

2.16 Approbation de la Fusion par les Sociétés

Le Projet de Fusion et la Fusion ont été approuvés par le conseil de gérance de la Société Absorbante. Aucune approbation préalable par aucun organe de la Société Absorbée n'est requise pour la Fusion.

2.17 Proposition de la hauteur de la compensation des associés

Aucune compensation en espèces n'est envisagée pour les associés qui voteront contre le Projet de Fusion étant donné que l'associé unique de la Société Absorbante est la Société Absorbée, qui ne votera pas contre la Fusion.

2.18 Rapports des gérants sur le Projet de Fusion: article 265 (1) de la Loi et article 2:327 du CCN

En conformité à l'article 265 (1) de la Loi et à l'article 2:327 CCN, les conseils de gérance de chacune des Sociétés ont émis un rapport sur la Fusion qui sera présenté aux associés des Sociétés.

2.19 Examen du Projet de Fusion par des experts indépendants: article 266 (1) de la Loi et article 2:328 du CCN

Conformément à l'article 266 (5) de la Loi, l'article 2:328 paragraphe 6 du CCN et l'article 8 de la Directive 2005/56/CE, les associés des Sociétés renonceront à l'examen du Projet de Fusion par les experts indépendants et aux rapports des experts indépendants requis par l'article 266 (1) et (2) de la Loi et la première phrase du paragraphe 1 et paragraphe 2 de l'article 2:328 du CCN.

Un rapport des experts indépendants distinct sera rédigé par PKF Wallast tel que requis par la deuxième phrase du paragraphe 1 de l'article 2:328 du CCN.

2.20 Effets de la Fusion pour les détenteurs de parts sociales sans droit de vote ou les détenteurs de parts sociales sans droit de participation aux bénéfices: article 2:326 sous-section d du CCN

Il n'existe aucun détenteur de parts sociales sans droit de vote ni de détenteurs de parts sociales sans droit de participation aux bénéfices dans le capital émis de la Société Absorbée.

2.21 Rémunération des détenteurs de parts sociales sans droit de vote ou des détenteurs de parts sociales sans droit de participation aux bénéfices: articles 2:333h, 2:330a et 2:326 sous-sections e et f du CCN

Comme il n'existe aucun détenteur de parts sociales sans droit de vote ni de détenteurs de parts sociales sans droit de participation aux bénéfices dans le capital émis de la Société Absorbée, les articles 2:330a et 2:326 sous-sections e et f du CCN ne sont pas applicables.

3. Conséquences de la Fusion

3.1 Transfert universel

La Fusion va déclencher ipso jure toutes les conséquences détaillées dans l'article 274 de la Loi et dans les articles 2:309 et 2:310 lu ensemble avec l'article 2:311 du CCN, en particulier, comme résultat de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et toutes ses parts sociales en circulation seront annulées.

La Société Absorbante deviendra propriétaire de plein droit des actifs transférés par la Société Absorbée tels qu'ils existent à la Date d'Effet, sans droit de recours d'aucune espèce contre la Société Absorbée.

La Société Absorbante doit payer, à compter de la Date d'Effet, toutes les taxes, cotisations, frais, prélèvements et primes d'assurance qui seront ou peuvent devenir exigibles compte tenu de la propriété des actifs qui lui ont été apportés.

A partir de la Date d'Effet, la Société Absorbante doit exécuter tous les accords et les obligations de toute sorte de la Société Absorbée.

Les droits et les revendications compris dans les actifs de la Société Absorbée doivent être transférés à la Société Absorbante avec tous les droits, soit réels ou personnels, qui y sont attachés. La Société Absorbante doit être ainsi subrogée, sans novation, dans tous les droits, soit réels ou personnels, de la Société Absorbée en ce qui concerne tous les actifs et contre tous les débiteurs sans aucune exception.

La Société Absorbante devra encourir toutes les dettes et les passifs de toute nature de la Société Absorbée. En particulier, elle devra payer les intérêts et les montants principaux sur toutes les dettes et obligations de toute nature contractées par la Société Absorbée.

3.2 Documents sociaux

Tous les documents sociaux de la Société Absorbée doivent être conservés au siège social de la Société Absorbante aussi longtemps que prescrit par le CCN.

3.3 Mandat du conseil d'administration / commissaire(s) aux comptes (le cas échéant)

Les mandats des membres du conseil d'administration et du commissaire(s) aux comptes (le cas échéant) de la Société Absorbée seront résiliés à la Date d'Effet. Quitus est donné aux membres du conseil d'administration et au(x) commissaire(s) aux comptes pour l'exécution de leur mandat.

Les mandats des membres du conseil de gérance de la Société Absorbante ne seront pas affectés par la Fusion.

3.4 Dissolution de la Société Absorbée

La Société Absorbée sera dissoute automatiquement à la Date d'Effet.

La dissolution de la Société Absorbée n'exigera aucune liquidation.

4. Divers

4.1 Enregistrement

Le Projet de Fusion et la documentation visée à l'alinéa 4.2 sous a. jusqu'à et y compris c. et e. de ce Projet de Fusion seront déposés par la Société Absorbée au registre du commerce néerlandais de la Chambre de Commerce d'Amsterdam, Pays-Bas (Het Handelsregister van de Kamers van Koophandel te Amsterdam) et sera publié dans la Gazette nationale néerlandaise (Staatscourant) et dans un journal national néerlandais au moins un mois avant les assemblées générales extraordinaires des Sociétés décidant l'approbation de la Fusion conformément aux articles 9 et 262 de la Loi et à l'article 2:314 lu ensemble avec les articles 2:316 et 2:317 du CCN.

Le Projet de Fusion et la documentation visée à l'alinéa 4.2 sous a. jusqu'à et y compris c. et e. de ce Projet de Fusion seront déposées par la Société Absorbante au RCS, puis publié au Journal Officiel du Grand-Duché du Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C au moins un mois avant les assemblées générales extraordinaires des Sociétés décidant de l'approbation de la Fusion conformément aux articles 9 et 262 de la Loi et à l'article 2:314 lu conjointement avec les articles 2:316 et 2:317 CCN.

4.2 Documents disponibles pour inspection par les associés des Sociétés: article 267 (1) de la Loi et article 2:314 paragraphe 2 lu ensemble avec l'article 2:328 paragraphe 5 du CCN

L'associé unique de chacune des Sociétés doit avoir le droit d'inspecter les documents suivants au siège social des Sociétés, au moins un mois avant la date des assemblées générales des Sociétés appelées à se prononcer sur les termes de la Fusion:

- a) le Projet de Fusion;
- b) les comptes annuels de la Société Absorbée pour les trois derniers exercices ainsi que les rapports de gestion et, si nécessaire, un bilan intérimaire, audité si besoin est, émis à une date qui ne doit pas être antérieure au premier jour du troisième mois précédant la date de publication du Projet de Fusion, si les derniers comptes annuels de la Société Absorbée se rapportent à une année qui s'est terminée plus de six mois avant cette date;
- c) les comptes annuels intérimaires de la Société Absorbante audités si besoin est, établis à une date qui ne doit pas être antérieure au premier jour du troisième mois précédant la date de publication du Projet de Fusion;
- d) les rapports de gestion selon l'article 265 (1) de la Loi et l'article 2:313 du CCN pour chacune des Sociétés;
- e) le rapport des experts indépendants selon l'article 2:328 paragraphe 1 deuxième phrase du CCN lu ensemble avec l'article 2:328 paragraphe 6 du CCN pour la Société Absorbée.

Une copie des documents mentionnés ci-dessus pourra être obtenue sur demande et les documents sous a. jusqu'à et y compris c. et e. sont annexés au Projet de Fusion à l'Annexe C.

4.3 Pouvoirs - coûts - choix du domicile

Tous les pouvoirs sont conférés à tout avocat d'Ober & Beerens pour procéder aux dépôts et publications prescrits par la loi, accomplir toutes les formalités légales et faire toutes les notifications nécessaires et, une fois l'apport effectué, notifier et enregistrer ce Projet de Fusion où cela pourra être nécessaire.

Les frais et droits relatifs au Projet de Fusion et tous ceux qui en résultent directement ou indirectement seront à la charge de la Société Absorbante.

[Le reste de cette page a été intentionnellement laissé en blanc - La page de signature suit]

Luxembourg, le 31 octobre 2012, en quatre originaux.

La Société Absorbante
Rudyfel Investments S.à r.l.
Par: Eric Lechat / Michael Kidd
Titre: *Gérant / Gérant*

La Société Absorbée
Rudyfel Investments B.V.
Par: International Trust Management (T.I.M.) B.V.

Titre: *Gérant*
Elle-même représentée:
E.J. Hoogeboom / Hinna Nasim
Titre: *Attorney-in-fact A / Attorney-in-fact B*

Les annexes de ce projet constituent une partie intégrante à ce Projet de Fusion.

Annexes:

Annexe A Statuts actuels de la Société Absorbante

Annexe B Statuts à la Date d'Effet

Annexe C Documents mentionnés au paragraphe 4.2 ci-dessus sous a. jusqu'à et y compris c. et e.

**A l'attention des conseils de gérance de
Rudyfel Investments B.V. et Rudyfel Investments S.à r.l.**

Rapport des réviseurs d'entreprises indépendants

en vertu de la Section 2:328, sous-section 1 ensemble avec la Section 2:333g du Code Civil néerlandais

Nous avons lu la proposition de fusion du 31 octobre 2012 entre les sociétés suivantes:

1. Rudyfel Investments B.V., ayant son siège social à Barbara Strozzilaan 201, Office 4.08L, 1083 HN Amsterdam («la société absorbée»), et

2. Rudyfel Investments S.à r.l, une société constituée sous la loi luxembourgeoise, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg («la société absorbante»).

Responsabilité des conseils de gérance

Les conseils de gérance des sociétés sont responsables de la préparation de la proposition de fusion.

Responsabilité des réviseurs d'entreprises

En vertu de la deuxième phrase de la Section 2:328, sous-section 1 ensemble avec la sous-section 6 et la Section 2:333g du Code Civil néerlandais, il relève de notre responsabilité d'émettre un rapport sur les capitaux propres de la société absorbée.

Nous avons mené notre audit conformément au droit néerlandais, en tenant compte des Normes Comptables néerlandaises. Ces normes exigent que nous nous conformions à des règles déontologiques et que nous planifions et exécutions notre mission de manière à obtenir l'assurance raisonnable qu'à la date des comptes intermédiaires au 31 août 2012, conformément à la Section 2:313, sous-section 2 du Code Civil néerlandais, et aux méthodes d'évaluation généralement acceptées aux Pays-Bas et telles que spécifiées dans la proposition de fusion, les capitaux propres de la société absorbée sont au moins équivalents au montant nominal payé au titre du nombre total de parts sociales devant être acquises par l'associé de la société absorbée, augmenté, le cas échéant, des versements en numéraire auxquels il a droit conformément à l'échange de parts sociales proposé, et augmenté, le cas échéant, du montant total de compensation à laquelle les associés pourraient avoir droit en vertu de l'article 2:330a du Code Civil néerlandais.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les capitaux propres de la société absorbée sont, à la date de ses comptes intermédiaires au 31 août 2012, et sur la base des méthodes d'évaluation généralement acceptées aux Pays-Bas telles que spécifiées dans la proposition de fusion, au moins équivalents au montant nominal payé au titre du nombre total de parts sociales devant être acquises par son associé en vertu de la fusion, et augmenté, le cas échéant, du montant total de compensation à laquelle les associés pourraient avoir droit en vertu de l'article 2:330a du Code Civil néerlandais.

Limite d'utilisation

Le présent rapport des réviseurs d'entreprises est uniquement émis dans le cadre de la proposition de fusion susmentionnée et ne peut donc être utilisé à aucune autre fin.

Schiphol-Rijk, le 31 octobre 2012

PKF Wallast

Drs. E. Bakker RA

Pre-merger articles of association

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit, loans (whether performing or non-performing), residential mortgages and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. The Company may enter into transactions, including financial transactions, with its affiliates on any terms including, without limitation, other than on arms length terms.

The Company may incorporate or acquire subsidiaries from time to time.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

The Company may acquire to resell or buy and sell real property or any other moveable or immoveable property in any country.

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name “Rudyfel Investments S.à r.l.”.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The capital is set at seventeen thousand five hundred Canadian Dollar (CAD 17,500-) divided into one hundred forty (140) shares of one hundred twenty five Canadian Dollar (CAD 125,-) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles a shareholder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one or several managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be dismissed ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

In case of a single manager, the Company shall be validly committed towards third parties by the sole signature of its single manager.

In case of plurality of managers, the company will be validly committed towards third parties by the joint signature of any two members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate all or part of his powers to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meetings.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another provided that a majority of the managers are in Luxembourg at the time of such meeting. Any meeting at which a majority of the board of managers is not present in Luxembourg will be deemed to be inquorate and must be reconvened. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The shareholders may appoint and remove any manager by way of a unanimous written resolution.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. If there are more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaires).

The operations of the Company shall be supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditor(s)/réviseurs d'entreprises and will determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six years. Statutory auditor(s)/réviseurs d'entreprises may be re-elected.

Art. 18. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/ their share holding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

Art. 19. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt, prêts (portant intérêts ou non), et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. La Société pourra conclure toutes transactions, y compris des transactions financières, avec ses filiales quelqu'en soient les termes et conditions.

La Société pourra également constituer des filiales ou acquérir des sociétés.

La Société pourra emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société pourra accorder tous crédits, y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses filiales, Sociétés affiliées ou toute autre Société. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses filiales, Sociétés affiliées ou toute autre Société. La Société pourra en outre mettre en gage, transférer, encombrer ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

La Société pourra acquérir pour revendre ou acquérir puis revendre tout types d'actifs mobiliers ou immobiliers dans tous pays.

L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination «Rudyfel Investments S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège sociale peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à dix-sept mille cinq cents Dollar Canadien (CAD 17.500,-) représenté par cent quarante (140) parts sociales de cent vingt cinq Dollar Canadien (CAD 125,-) chacune.

Art. 7. Le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance.

Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera valablement engagée envers les tiers par la seule signature du gérant unique.

En cas de pluralité de gérants, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Le gérant, ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de cet agent, la durée de son mandat ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire ayant pour effet que tous les gérants participant à la réunion puissent se comprendre mutuellement. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion pourvu que la majorité des gérants se trouvent à Luxembourg au moment de la réunion. Toute réunion au cours de laquelle la majorité des gérants ne sera pas présente à Luxembourg sera considérée comme ne s'étant pas tenue et devra être convoquée à nouveau.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 16. Chaque année, au 31 décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Si le nombre d'associés dépasse vingt-cinq associés, les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes.

Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise, dans les cas prévus par la loi.

L'assemblée générale des associés devra nommer le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseurs d'entreprise et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) commissaire (s) aux comptes/ réviseur d'entreprise pourront être réélus.

Art. 18. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la Société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer que des fonds suffisants sont disponibles en vue d'une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents Statuts.

Art. 19. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 20. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Post-merger articles of association

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit, loans (whether performing or non-performing), residential mortgages and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. The Company may enter into transactions, including financial transactions, with its affiliates on any terms including, without limitation, other than on arms length terms.

The Company may incorporate or acquire subsidiaries from time to time.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

The Company may acquire to resell or buy and sell real property or any other moveable or immoveable property in any country.

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name "Rudyfel Investments S.à r.l."

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The capital is set at one hundred fifty thousand Canadian Dollars (CAD 150,000.-) divided into one thousand two hundred (1,200) shares of one hundred twenty-five Canadian Dollars (CAD 125.-) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles a shareholder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one or several managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be dismissed ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

In case of a single manager, the Company shall be validly committed towards third parties by the sole signature of its single manager.

In case of plurality of managers, the company will be validly committed towards third parties by the joint signature of any two members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate all or part of his powers to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meetings.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another provided that a majority of the managers are in Luxembourg at the time of such meeting. Any meeting at which a majority of the board of managers is not present in Luxembourg will be deemed to be inquorate and must be reconvened. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The shareholders may appoint and remove any manager by way of a unanimous written resolution.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. If there are more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaires).

The operations of the Company shall be supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditor(s)/réviseurs d'entreprises and will determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six years. Statutory auditor(s)/réviseurs d'entreprises may be re-elected.

Art. 18. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/ their share holding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

Art. 19. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt, prêts (portant intérêts ou non), et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. La Société pourra conclure toutes transactions, y compris des transactions financières, avec ses filiales quelqu'en soient les termes et conditions.

La Société pourra également constituer des filiales ou acquérir des sociétés.

La Société pourra emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société pourra accorder tous crédits, y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses filiales, Sociétés affiliées ou toute autre Société. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses filiales, Sociétés affiliées ou toute autre Société. La Société pourra en outre mettre en gage, transférer, encombrer ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

La Société pourra acquérir pour revendre ou acquérir puis revendre tout types d'actifs mobiliers ou immobiliers dans tous pays.

L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination «Rudyfel Investments S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège sociale peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à cent cinquante mille Dollars Canadiens (CAD 150.000,-) représenté par mille deux cents (1.200) parts sociales de cent vingt-cinq Dollars Canadiens (CAD 125,-) chacune.

Art. 7. Le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance.

Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera valablement engagée envers les tiers par la seule signature du gérant unique.

En cas de pluralité de gérants, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Le gérant, ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de cet agent, la durée de son mandat ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire ayant pour effet que tous les gérants participant à la réunion puissent se comprendre mutuellement. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion pourvu que la majorité des gérants se trouvent à Luxembourg au moment de la réunion. Toute réunion au cours de laquelle la majorité des gérants ne sera pas présente à Luxembourg sera considérée comme ne s'étant pas tenue et devra être convoquée à nouveau.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 16. Chaque année, au 31 décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Si le nombre d'associés dépasse vingt-cinq associés, les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes.

Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise, dans les cas prévus par la loi.

L'assemblée générale des associés devra nommer le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseurs d'entreprise et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseur d'entreprise pourront être réélus.

Art. 18. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la Société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer que des fonds suffisants sont disponibles en vue d'une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents Statuts.

Art. 19. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 20. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Rudyfel Investments B.V.

Amsterdam

Annual Report and Accounts

December 31,2009

The Managing Director is pleased to present the annual report and accounts of the Company for the financial year ended December 31, 2009.

Overview of Activities

The principal activity of the Company is the holding and financing of a subsidiary. There has been no change in these activities during the financial year.

During the period under review, the Company recorded a net profit of EUR 4,616, details of which are set out in the attached Profit and Loss Account.

Future Developments

The Management does not anticipate any changes during the coming financial year.

Post Balance Sheet Events

No matters or circumstances of importance have arisen since the end of the financial year that have significantly affected or may significantly affect the operations of the Company, the results of those operations or the state of affairs of the Company in subsequent financial periods.

Amsterdam June 18, 2010.

Trust International Management (T.I.M.) B.V.

Signatures

Balance Sheet as at December 31,2009

(before appropriation of results)

(expressed in Euros)

	Notes	2009	2008
ASSETS			
Fixed Assets			
Participations	(4)	3,760,889	3,760,889
Loan receivable	(5)	9,742,391	7,538,628
		<u>13,503,280</u>	<u>11,299,517</u>
Current Assets			
Interest receivable	(6)	65,567	135,820
VAT receivable		0	3,496
Cash at banks	(7)	210,051	23,698
		<u>275,618</u>	<u>163,014</u>

TOTAL ASSETS		13,778,898	11,462,531
SHAREHOLDER'S EQUITY AND LIABILITIES			
Shareholder's Equity	(8)		
Issued and fully paid share capital		20,000	20,000
Share premium		3,342,016	3,342,016
Retained earnings		96,253	(476)
Net result for the year		4,616	96,729
		<u>3,462,885</u>	<u>3,458,269</u>
Long-term Liabilities			
Loan payable back-to-back	(9)	8,972,416	6,939,983
Loan payable	(10)	1,021,130	782,425
		<u>9,993,546</u>	<u>7,722,408</u>
Current Liabilities			
Interest payable back-to-back loan	(11)	255,667	197,753
Interest payable loan	(12)	58,194	73,721
VAT payable		19	0
Accounts payable and accrued expenses	(13)	8,587	10,380
		<u>322,467</u>	<u>281,854</u>
TOTAL SHAREHOLDER'S EQUITY AND LIABILITIES		<u>13,778,898</u>	<u>11,462,531</u>

The accompanying notes form part of these accounts.

Profit and Loss Account for the year ended December 31, 2009

	Notes	2009	2008
Operational Income/(Expense)			
General and administrative expenses	(14)	(16,368)	(17,155)
Financial Income/(Expense)			
Interest income - loan	(15)	1,092,737	956,733
Interest expenses - back to back loan	(16)	(924,843)	(809,783)
Interest expenses - loan	(17)	(108,423)	(88,559)
Realized foreign exchange transaction result		101,435	(12,860)
Unrealized foreign exchange valuation result		(139,922)	68,353
Result before provision for corporate tax		4,616	96,729
Provision for corporate tax	(18)	0	0
NET RESULT FOR THE YEAR		<u>4,616</u>	<u>96,729</u>

The accompanying notes form part of these accounts.

Notes to the Annual Accounts

December 31, 2009

1. Group Affiliation and Principal Activities. The Company, incorporated on May 27, 1999, is a limited liability company with its statutory seat in Amsterdam, The Netherlands.

The Company is wholly owned by Stockard Investments NV, Curaçao.

The principal activities of the Company are the holding and financing of group companies.

2. Basis of Presentation. The accompanying annual accounts have been prepared in accordance with principles of accounting generally accepted in The Netherlands and are in compliance with the provisions of the Netherlands Civil Code, Book 2, Title 9.

3. Significant Accounting Policies.

a. General

Assets and liabilities are stated at face value unless indicated otherwise.

b. Financial Fixed Assets

The investments in subsidiaries are stated at historical acquisition cost or, in case of a permanent impairment of the value of the investment, at lower market value as of year-end.

c. Foreign Currencies

Assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated into Euros at rates of exchange ruling at the balance sheet date.

Transactions in foreign currencies are translated at the rates in effect at the dates of transactions.

	2009	2008
Exchange rates used at year-end are:		
	CAD 0.66392	0.58786

d. Recognition of Income and Expense

Dividends from investments are recorded as income in the year they are declared.

Other income and expenses, including taxation, are recognized and reported in accordance with the accrual concept.

4. Participations.

			2009	2008
	% held	shares held		
Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada Incorporated in the province of British Columbia on March 28, 2007 without par value	100	50		
March 28, 2007 Capital invested CAD 5,000,000			3,238,678	3,238,678
December 14, 2007 Share Premium contribution CAD 765,900			522,211	522,211
			<u>3,760,889</u>	<u>3,760,889</u>

5. Loan receivable.

			2009	2008
Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada Promissory note issued on December 18, 2007 and repayable on December 31, 2011 at a fixed rate of 13.95%. Interest is due semi-annually and will be compounded				
1/1/2009 opening balance	CAD	1,755,594		
6/19/2009 interest rollover	CAD	122,763		
12/18/2009 interest rollover	CAD	130,656		
	CAD	<u>2,009,013</u>	1,333,828	1,032,041
Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada Promissory note issued on March 30, 2007 and repayable on demand, at a fixed rate of 13.95%. Interest is due semi-annually and will be compounded				
1/1/2009 opening balance	CAD	11,068,263		
3/30/2009 interest rollover	CAD	760,373		
10/1/2009 interest rollover	CAD	836,349		
	CAD	<u>12,664,985</u>	<u>8,408,563</u>	<u>6,506,587</u>
	CAD	14,673,998	9,742,391	7,538,628

6. Interest receivable.

			2009	2008
Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada Promissory note issued on December 18, 2007 and repayable on December 31, 2011 at a fixed rate of 13.95%.				
1/1/2009 opening balance	CAD	(11,586)		
6/19/2009 interest rollover	CAD	(122,763)		
12/18/2009 interest rollover	CAD	(130,656)		
12/31/2009 WHT due at 10%	CAD	(25,480)		
12/31 /2009 interest 2009	CAD	<u>254,801</u>		
	CAD	(35,684)	(23,692)	(6,811)
Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada Promissory note issued on March 30, 2007 and repayable on demand, at a fixed rate of 13.95%.				
1/1/2009 opening balance	CAD	242,628		
3/30/2009 interest rollover	CAD	(760,373)		

10/1/2009 interest rollover	CAD	(836,349)		
12/31/2009 WHT due at 10%	CAD	(165,393)		
12/31/2009 interest 2009	CAD	<u>1,653,929</u>		
			<u>134,442</u>	<u>89,259</u>
	CAD	<u>98,758</u>	<u>65,567</u>	<u>142,631</u>
				<u>135,820</u>

7. Cash at banks.

			2009	2008
Citco Bank Nederland N.V., Amsterdam				
current account			1,400	802
	CAD	314,271	<u>208,651</u>	<u>22,896</u>
			<u>210,051</u>	<u>23,698</u>

8. Shareholder's equity. The authorized share capital of the Company is EUR 100,000 divided into 1,000 shares of EUR 100 each.

At balance sheet date a total of 200 shares were issued and fully paid.

Movements in the shareholder's equity accounts are as follows:

	2008	Changes for the Year	2009
Issued and fully paid share capital	20,000	0	20,000
Share premium	3,342,016	0	3,342,016
Retained earnings	(476)	96,729	96,253
Net result for the year	96,729	(96,729)	0
		4,616	4,616
	<u>3,458,269</u>	<u>4,616</u>	<u>3,462,885</u>

9. Loan payable back-to-back.

		2009	2008
Stockard Investments N.V., Curaçao, Netherlands Antilles			
Promissory note dated March 27, 2007 and			
repayable on demand at a fixed rate of 11.305%.			
Interest is due semi-annually and will be compounded			
1/1/2009 opening balance	CAD	11,805,511	
3/30/2009 interest rollover	CAD	658,165	
4/23/2009 principal increase	CAD	2,400,000	
5/26/2009 principal decrease	CAD	(2,100,000)	
10/1/2009 interest rollover	CAD	<u>750,584</u>	
		<u>13,514,260</u>	<u>8,972,416</u>
			<u>6,939,983</u>

10. Loan payable.

		2009	2008
NewTor Investments B.V., The Netherlands			
Promissory note issued on December 18, 2007 and			
repayable on December 31, 2011 at a fixed rate of 11.305%.			
Interest is due semi-annually and will be compounded			
1/1/2009 opening balance	CAD	530,972	
1/1/2009 interest rollover	CAD	30,260	
7/1/2009 interest rollover	CAD	<u>31,463</u>	
	CAD	<u>592,695</u>	<u>393,504</u>
			<u>312,137</u>
Cherson Investments B.V., The Netherlands			
Promissory note issued on December 18, 2007 and			
repayable on December 31, 2011 at a fixed rate of 11.305%.			
Interest is due semi-annually and will be compounded			
1/1/2009 opening balance	CAD	800,000	

1/1/2009 interest rollover	CAD	95,148		
7/1/2009 interest rollover	CAD	50,182		
	CAD	945,330	627,626	470,288
	CAD	1,538,025	1,021,130	782,425

11. Interest payable back-to-back loan.

		2009	2008
Stockard Investments N.V., Curaçao, Netherlands Antilles			
Promissory note dated March 27, 2007 and			
repayable on demand at a fixed rate of 11.305%.			
1/1/2009 opening balance	CAD	336,396	
3/30/2009 interest rollover	CAD	(658,165)	
10/1/2009 interest rollover	CAD	(750,584)	
12/31/2009 interest 2009	CAD	1,457,440	
	CAD	385,087	255,667
			197,753

12. Interest payable loan.

		2009	2008
NewTor Investments B.V., The Netherlands			
Promissory note issued on December 18, 2007 and			
repayable on December 31,2011 at a fixed rate of 11.305%.			
1/1/2009 opening balance	CAD	30,261	
1/1/2009 interest rollover	CAD	(30,260)	
7/1/2009 interest rollover	CAD	(31,463)	
12/31/2009 interest 2009	CAD	65,240	
		33,778	22,426
			17,788

Cherson Investments B.V., The Netherlands			
Promissory note issued on December 18,2007 and			
repayable on December 31,2011 at a fixed rate of 11.305%.			
1/1/2009 opening balance	CAD	95,148	
1/1/2009 interest rollover	CAD	(95,148)	
7/1/2009 interest rollover	CAD	(50,182)	
12/31/2009 interest 2009	CAD	104,056	
	CAD	53,874	35,768
			55,933
			58,194
			73,721

13. Accounts payable and accrued expenses.

	2009	2008
Accounts payable	2,587	(114)
Accrued tax advisory fees	6,000	8,494
Accrued accounting fees	0	2,000
	8,587	10,380

14. General and administrative expenses.

	2009	2008
Management fee	9,312	7,106
Tax advisory fees	4,488	6,494
Accounting fee	1,247	2,631
General expenses	922	849
Bank charges	399	75
	16,368	17,155

15. Interest income loan.

	2009	2008
Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada		
CAD 1,534,100 Promissory Note	CAD 229,321	147,780
		126,870

CAD 10,000,000 Promissory Note	CAD	<u>1,488,536</u>	<u>944,957</u>	<u>829,863</u>
	CAD	<u>1,717,857</u>	<u>1,092,737</u>	<u>956,733</u>

Amounts are including 10% Canadian Withholding Tax

16. Interest expense back-to-back loan.

		2009	2008
Stockard Investments N.V., Curaçao, Netherlands Antilles	CAD	<u>1,457,440</u>	<u>924,843</u>
CAD 10,000,000 Promissory Note	CAD	<u>1,457,440</u>	<u>924,843</u>

17. Interest expense loan.

		2009	2008
NewTor Investments B.V., The Netherlands CAD 500,000 Promissory Note	CAD	<u>65,240</u>	<u>41,782</u>
Cherson Investments B.V., The Netherlands CAD 800,000 Promissory Note	CAD	<u>104,056</u>	<u>66,641</u>
		<u>169,296</u>	<u>108,423</u>
		<u>53,312</u>	<u>88,559</u>

18. Provision for corporate tax. The corporate tax is based on the fiscal result, taking into account that certain income and expenses as reported in the profit and loss account are exempted from taxation.

19. Directors and employees. The Company has no employees other than its director.

The Company had one director during the year. No loans or advances have been given or received from the director.

The Company has no supervisory directors.

Supplementary Information

December 31, 2009

1. Proposed Appropriation of Results. Subject to the provision under Dutch law that no dividends can be declared until all losses have been recovered, profits are at the disposal of the Annual General Meeting of Shareholders in accordance with the Company's Articles of Incorporation.

The management proposed not to declare a dividend and to add the net result for the year to the retained earnings.

This proposal has not been reflected in the accompanying annual accounts.

2. Post Balance Sheet Events. No matters or circumstances of importance have arisen since the end of the financial year which have significantly affected or may significantly affect the operations of the Company, the results of those operations or the affairs of the Company.

3. Auditors' Report. The Company qualifies as a "small company" and in accordance with Article 396 § 6 of the Civil Code of The Netherlands, Book 2, Title 9, no audit is required.

Rudyfel Investments B.V.

Amsterdam

Rapport et Comptes Annuels au 31 décembre 2009

Rapport Annuel

31 décembre 2009

Le Gérant a le plaisir de présenter le rapport et les comptes annuels de la Société pour l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2009.

Présentation globale des activités

La Société a pour activité principale la détention et le financement d'une filiale. Aucun changement n'est intervenu dans ces activités au cours de l'exercice.

Au cours de l'exercice en question, la Société a enregistré un bénéfice net de EUR 4.616, dont les détails sont repris dans le Compte des Profits et Pertes en annexe.

Développements futurs

La Gérance n'anticipe pas de changements majeurs au cours du prochain exercice.

Evénements postérieurs au bilan

Il ne s'est produit aucun événement d'une importance particulière depuis la fin de l'exercice social qui a ou aurait pu affecter de manière significative les opérations de la Société, les résultats de ces opérations ou les affaires internes de la Société pour les exercices sociaux à venir.

Amsterdam, le 11 octobre 2012.

Trust International Management (T.I.M.) B.V.

*Bilan au 31 décembre 2009
 (avant affectation des résultats)
 (exprimé en Euros)*

	Notes	2009	2008
ACTIF			
Actif immobilisé			
Participations	-4	3.760.889	3.760.889
Créances sur prêt	-5	9.742.391	7.538.628
		<u>13.503.280</u>	<u>11.299.517</u>
Actif circulant			
Créances sur intérêts	-6	65.567	135.820
Créances TVA		0	3.496
Avoirs en banque	-7	210.051	23.698
		<u>275.618</u>	<u>163.014</u>
TOTAL ACTIF		13.778.898	11.462.531
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
Capitaux propres	-8		
Capital social émis et entièrement libéré		20.000	20.000
Prime d'émission		3.342.016	3.342.016
Bénéfices reportés		96.253	-476
Résultat net de l'exercice		4.616	96.729
		<u>3.462.885</u>	<u>3.458.269</u>
Passif à long terme			
Prêts sur financement back-to-back	-9	8.972.416	6.939.983
Prêts sur autres financements	-10	1.021.130	782.425
		<u>9.993.546</u>	<u>7.722.408</u>
Passif à court terme			
Intérêts sur financement back-to-back	-11	255.667	197.753
Intérêts sur autres financements	-12	58.194	73.721
Dettes TVA		19	0
Autres dettes	-13	8.587	10.380
		<u>322.467</u>	<u>281.854</u>
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		13.778.898	11.462.531

Les annexes forment partie intégrante de ce bilan.

Compte de profits et pertes pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2009

	Notes	2009	2008
Résultat d'exploitation/(Perte)			
Frais généraux et administratifs	-14	-16.368	-17.155
Résultat financier/(Perte)			
Revenus d'intérêts - prêts	-15	1.092.737	956.733
Dettes d'intérêts - financement back-to-back	-16	-924.843	-809.783
Dettes d'intérêts - prêts	-17	-108.423	-88.559
Résultat d'opérations de change réalisé		101.435	-12.860
Résultat d'opérations de change non réalisé		-139.922	68.353
Résultat avant provision pour impôt sur les sociétés		4.616	96.729
Provision pour impôt sur les sociétés	-18	0	0

RESULTAT NET DE L'EXERCICE	4.616	96.729
----------------------------------	-------	--------

Les annexes forment partie intégrante de ce bilan.

Notes aux Comptes Annuels

31 décembre 2009

1. Affiliation au groupe et activités principales. La Société, constituée le 27 mai 1999, est une société à responsabilité limitée ayant son siège statutaire à Amsterdam, Pays-Bas.

La Société est une filiale détenue à 100% de Stockard Investments NV, Curaçao.

La Société a pour activité principale la détention et le financement de sociétés du groupe.

2. Base de présentation. Les comptes annuels ci-joints ont été préparés selon les principes comptables généralement acceptés aux Pays-Bas et sont conformes aux dispositions du Code Civil néerlandais, Livre 2, Titre 9.

3. Principales règles comptables.

a. Généralités

Les actifs et passifs sont indiqués à leur valeur nominale, sauf indication contraire.

b. Valeurs mobilières

Les investissements dans les filiales sont indiqués au coût d'acquisition historique ou, en cas de dépréciation de valeur considérée comme permanente, à la valeur de marché la plus faible en fin d'exercice.

c. Devises

Les actifs et passifs libellés en devises étrangères sont convertis en euros aux taux de change en vigueur à la date du bilan.

Les transactions en devises étrangères sont libellées aux taux de change en vigueur à la date des transactions.

Taux de change utilisés en fin d'exercice:

	2009	2008
CAD	0,66392	0,58786

d. Comptabilisation des revenus et charges

Les dividendes sur investissements sont enregistrés dans les revenus de l'exercice au cours duquel ils sont déclarés.

Les autres revenus et charges, y compris les impôts, sont constatés et déclarés conformément au principe qu'ils seront payés au terme.

4. Participations.

	2009	2008
Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada		
Constituée dans la province de Colombie Britannique		
le 28 mars 2007, sans valeur nominale	100	50
28 mars 2007: capital investi CAD 5,000,000		3.238.678
14 décembre 2007: contribution à la prime d'émission CAD 765,900		522.211
.....	3.760.889	3.760.889

5. Créances sur prêts.

	2009	2008
Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada		
Billet à ordre émis le 18 décembre 2007 et		
remboursable le 31 décembre 2011 à un taux fixe de 13,95%.		
Des intérêts composés sont dûs tous les semestres		
1/1/2009 report à nouveau	CAD 1.755.594	
6/19/2009 rollover	CAD 122.763	
12/18/2009 rollover	CAD 130.656	
.....	CAD 2.009.013	1.333.828
1.032.041		
Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada		
Billet à ordre émis le 30 mars 2007 et		
remboursable sur demande à un taux fixe de 13,95%.		

Des intérêts composés sont dûs tous les semestres

1/1/2009 report à nouveau	CAD	11.068.263		
3/30/2009 rollover	CAD	760.373		
10/1/2009 rollover	CAD	836.349		
	CAD	<u>12.664.985</u>	<u>8.408.563</u>	<u>6.506.587</u>
	CAD	14.673.998	9.742.391	7.538.628

6. Créances sur intérêts

		2009	2008
Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada			
Billet à ordre émis le 18 décembre 2007 et remboursable le 31 décembre 2011 au taux fixe de 13,95%			
1/1/2009 report à nouveau	CAD	-11.586	
6/19/2009 rollover	CAD	-122.763	
12/18/2009 rollover	CAD	-130.656	
12/31/2009 Retenue à la source exigible de 10%	CAD	-25.480	
12/31/2009 intérêts 2009	CAD	<u>254.801</u>	
	CAD	<u>-35.684</u>	-23.692
			-6.811
Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada			
Billet à ordre émis le 30 mars 2007 et remboursable sur demande à un taux fixe de 13,95%.			
1/1/2009 report à nouveau	CAD	242.628	
3/30/2009 rollover	CAD	-760.373	
10/1/2009 rollover	CAD	-836.349	
12/31/2009 Retenue à la source exigible de 10%	CAD	-165.393	
12/31/2009 intérêts 2009	CAD	<u>1.653.929</u>	
		<u>134.442</u>	89.259
	CAD	<u>98.758</u>	<u>142.631</u>
			65.567
			135.820

7. Avoirs en banque.

		2009	2008
Citco Bank Nederland N.V., Amsterdam			
compte courant			
			1.400
			802
	CAD	314.271	<u>208.651</u>
			<u>22.896</u>
			210.051
			23.698

8. Capitaux propres. Le capital social autorisé de la Société s'élève à EUR 100.000 divisé en 1.000 actions de EUR 100 chacune.

A la date du bilan, un total de 200 actions étaient émises et entièrement libérées.

Les mouvements dans les comptes de capitaux propres sont représentés comme suit:

	2008	Mouvements de l'exercice	2009
Capital social émis et entièrement libéré	20.000	0	20.000
Prime d'émission	3.342.016	0	3.342.016
Bénéfices reportés	-476	96.729	96.253
Résultat net de l'exercice	96.729	-96.729	0
		<u>4.616</u>	<u>4.616</u>
	<u>3.458.269</u>	<u>4.616</u>	<u>3.462.885</u>

9. Prêt sur financement back-to-back.

Stockard Investments N.V., Curaçao, Antilles Néerlandaises

		2009	2008
Billet à ordre daté 27 mars 2007 et remboursable sur demande à un taux fixe de 11,305%.			
Des intérêts composés sont dûs tous les semestres			
1/1/2009 report à nouveau	CAD	11.805.511	

3/30/2009 rollover	CAD	658.165		
4/23/2009 augmentation du principal	CAD	2.400.000		
5/26/2009 réduction du principal	CAD	-2.100.000		
10/1/2009 rollover	CAD	750.584		
	CAD	13.514.260	8.972.416	6.939.983

10. Prêt sur autres financements.

			2009	2008
NewTor Investments B.V., Pays-Bas				
Billet à ordre émis le 18 décembre 2007 et remboursable le 31 décembre 2011 à un taux fixe de 11,305%.				
Des intérêts composés sont dûs tous les semestres				
1/1/2009 report à nouveau	CAD	530.972		
1/1/2009 rollover	CAD	30.260		
7/1/2009 rollover	CAD	31.463		
	CAD	592.695	393.504	312.137
Cherson Investments B.V., Pays-Bas				
Billet à ordre émis le 18 décembre 2007 et remboursable le 31 décembre 2011 à un taux fixe de 11,305%.				
Des intérêts composés sont dûs tous les semestres				
1/1/2009 report à nouveau	CAD	800.000		
1/1/2009 rollover	CAD	95.148		
7/1/2009 rollover	CAD	50.182		
	CAD	945.330	627.626	470.288
	CAD	1.538.025	1.021.130	782.425

11. Intérêts sur financement back-to-back.

			2009	2008
Stockard Investments N.V., Curaçao, Antilles Néerlandaises				
Billet à ordre daté 27 mars 2007 et remboursable sur demande à un taux fixe de 11,305%.				
1/1/2009 report à nouveau	CAD	336.396		
3/30/2009 rollover	CAD	-658.165		
10/1/2009 rollover	CAD	-750.584		
12/31/2009 intérêts 2009	CAD	1.457.440		
	CAD	385.087	255.667	197.753

12. Intérêts sur financement de prêts.

			2009	2008
NewTor Investments B.V., Pays-Bas				
Billet à ordre émis le 18 décembre 2007 et remboursable le 31 décembre 2011 à un taux fixe de 11,305%.				
1/1/2009 report à nouveau	CAD	30.261		
1/1/2009 rollover	CAD	-30.260		
7/1/2009 rollover	CAD	-31.463		
12/31/2009 intérêts 2009	CAD	65.240		
		33.778	22.426	17.788
Cherson Investments B.V., Pays-Bas				
Billet à ordre émis le 18 décembre 2007 et remboursable le 31 décembre 2011 à un taux fixe de 11,305%.				
1/1/2009 report à nouveau	CAD	95.148		
1/1/2009 rollover	CAD	-95.148		
7/1/2009 rollover	CAD	-50.182		
12/31/2009 intérêts 2009	CAD	104.056		
	CAD	53.874	35.768	55.933

	58.194	73.721
--	--------	--------

13. Autres dettes.

	2009	2008
Montants payables	2.587	-114
Montant échu sur honoraires de conseil fiscal	6.000	8.494
Montant échu sur honoraires comptables	0	2.000
	<u>8.587</u>	<u>10.380</u>

14. Frais généraux et administratifs.

	2009	2008
Honoraires de gestion	9.312	7.106
Honoraires de conseil fiscal	4.488	6.494
Honoraires comptables	1.247	2.631
Frais généraux	922	849
Frais bancaires	399	75
	<u>16.368</u>	<u>17.155</u>

15. Revenus d'intérêts.

	2009	2008
Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada		
CAD 1,534,100 Billet à ordre	CAD 229.321	147.780
CAD 10,000,000 Billet à ordre	CAD 1.488.536	944.957
	<u>CAD 1.717.857</u>	<u>1.092.737</u>
		956.733

La retenue à la source canadienne de 10% est comprise dans les montants.

16. Dettes d'intérêts sur financements back-to-back.

	2009	2008
Stockard Investments N.V., Curaçao, Antilles Néerlandaises	CAD 1.457.440	924.843
CAD 10,000,000 Billet à ordre	CAD 1.457.440	924.843
	<u>1.457.440</u>	<u>924.843</u>

17. Dettes d'intérêts.

	2009	2008
NewTor Investments B.V., Pays-Bas		
CAD 500,000 Billet à ordre	CAD 65.240	41.782
Cherson Investments B.V., Pays-Bas		
CAD 800,000 Billet à ordre	CAD 104.056	66.641
	<u>169.296</u>	<u>108.423</u>
		88.559

18. Provision pour impôt sur les sociétés. L'impôt sur les sociétés se base sur le résultat fiscal en tenant compte de l'exemption de certains revenus et charges reportés dans le compte de profits et pertes.

19. Dirigeants et salariés. La Société n'a pas d'autre salarié que son gérant.

La Société a compté un gérant au cours de l'exercice. Aucun prêt ou avance n'a été accordé au, ou reçu du gérant.

La Société n'a pas de membres du conseil de surveillance.

Informations Supplémentaires

31 décembre 2009

1. Proposition d'affectation du résultat. Selon les dispositions du droit néerlandais prévoyant qu'aucun dividende ne peut être déclaré tant que toutes les pertes n'ont pas été recouvrées, les bénéfices sont à la disposition de l'Assemblée Générale des Associés conformément aux Statuts de la Société.

La gérance a proposé de ne pas déclarer de dividendes et d'ajouter le résultat net de l'exercice aux bénéfices non distribués.

Cette proposition n'a pas été reflétée dans les comptes annuels ci-joints.

2. Événements postérieurs au bilan. Aucun événement majeur n'a eu lieu depuis la fin de l'exercice ayant eu, ou susceptible d'avoir des répercussions importantes sur les activités de la Société, son résultat d'exploitation ou les affaires de la Société.

3. Rapport du réviseur d'entreprises. La Société est qualifiée comme une «petite société» et conformément à l'Article 396§6 du Code Civil néerlandais, Livre 2, Titre 9, aucun audit des comptes n'est requis.

Rudyfel Investments B.V.

De Boelelaan 2

1083 HJ Amsterdam

Annual Report and Accounts

December 31, 2010

The Managing Director is pleased to present the annual report and accounts of the Company for the financial year ended December 31, 2010.

Overview of Activities

The principal activity of the Company is the holding and financing of a subsidiary. There has been no change in these activities during the financial year.

During the period under review, the Company recorded a net loss of EUR 166,596, details of which are set out in the attached Profit and Loss Account.

Future Developments

The Management does not anticipate any changes during the coming financial year.

Post Balance Sheet Events

No matters or circumstances of importance have arisen since the end of the financial year that have significantly affected or may significantly affect the operations of the Company, the results of those operations or the state of affairs of the Company in subsequent financial periods.

Amsterdam, April 20, 2011.

Trust International Management (T.I.M.) B.V.

Signatures

Balance Sheet as at December 31, 2010

(before appropriation of results)

(expressed in Euros)

	Notes	2010	2009
ASSETS			
Fixed Assets			
Participations	(4)	3,760,889	3,760,889
Loan receivable	(5)	8,701,041	9,742,391
		<u>12,461,930</u>	<u>13,503,280</u>
Current Assets			
Interest receivable	(6)	2,184,832	65,567
VAT receivable		833	0
Cash at banks	(7)	69,947	210,051
		<u>2,255,612</u>	<u>275,618</u>
TOTAL ASSETS		14,717,542	13,778,898
SHAREHOLDER'S EQUITY AND LIABILITIES			
Shareholder's Equity			
	(8)		
Issued and fully paid share capital		20,000	20,000
Share premium		3,342,016	3,342,016
Retained earnings		100,869	96,253
Net result for the year		(166,596)	4,616
		<u>3,296,289</u>	<u>3,462,885</u>
Long-term Liabilities			
Loan payable back-to-back	(9)	8,701,041	8,972,416
Loan payable	(10)	75,438	1,021,130
		<u>8,776,479</u>	<u>9,993,546</u>

Current Liabilities			
Interest payable back-to-back loan	(11)	2,637,463	255,667
Interest payable loan	(12)	740	58,194
VAT payable		0	19
Accounts payable and accrued expenses	(13)	6,571	8,587
		<u>2,644,774</u>	<u>322,467</u>
TOTAL SHAREHOLDER'S EQUITY AND LIABILITIES		14,717,542	13,778,898

The accompanying notes form part of these accounts.

Profit and Loss Account for the year ended December 31, 2010

	Notes	2010	2009
Operational Income/(Expense)			
General and administrative expenses	(14)	(17,745)	(16,368)
Financial Income/(Expense)			
Interest income - loan	(15)	1,092,415	1,092,737
Interest expenses - back to back loan	(16)	(853,179)	(924,843)
Interest expenses - loan	(17)	(144,293)	(108,423)
Interest calculation differences former years	(18)	(1,516)	0
Interest correction 2009	(19)	(179,093)	0
Realized foreign exchange transaction result		(7,910)	101,435
Unrealized foreign exchange valuation result		<u>(55,275)</u>	<u>(139,922)</u>
Result before provision for corporate tax		<u>(166,596)</u>	<u>4,616</u>
Provision for corporate tax	(20)	<u>0</u>	<u>0</u>
NET RESULT FOR THE YEAR		(166,596)	4,616

The accompanying notes form part of these accounts.

Notes to the Annual Accounts

December 31, 2010

1. Group Affiliation and Principal Activities. The Company, incorporated on May 27, 1999, is a limited liability company with its statutory seat in Amsterdam, The Netherlands.

The Company is wholly owned by Stockard Investments NV, Curaçao.

The principal activities of the Company are the holding and financing of group companies.

2. Basis of Presentation. The accompanying annual accounts have been prepared in accordance with principles of accounting generally accepted in The Netherlands and are in compliance with the provisions of the Netherlands Civil Code, Book 2, Title 9.

3. Significant Accounting Policies.

a. General

Assets and liabilities are stated at face value unless indicated otherwise.

b. Financial Fixed Assets

The investments in subsidiaries are stated at historical acquisition cost or, in case of a permanent impairment of the value of the investment, at lower market value as of year-end.

c. Foreign Currencies

Assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated into Euros at rates of exchange ruling at the balance sheet date.

Transactions in foreign currencies are translated at the rates in effect at the dates of transactions.

Exchange rates used at year-end are:

	2010	2009
CAD	0.75438	0.66392

d. Recognition of Income and Expense

Dividends from investments are recorded as income in the year they are declared.

Other income and expenses, including taxation, are recognized and reported in accordance with the accrual concept.

4. Participations.

2010	2009
------	------

	% held	shares held		
Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada Incorporated in the province of British Columbia on March 28,2007 without par value	100	50		
March 28,2007 Capital invested CAD 5,000,000			3,238,678	3,238,678
December 14, 2007 Share Premium contribution CAD 765,900			522,211	522,211
			<u>3,760,889</u>	<u>3,760,889</u>

5. Loan receivable.

		2010	2009
Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada Promissory note issued on December 18, 2007 and repayable on December 31, 2011 at a fixed rate of 13.95%.			
1/1/2010 opening balance	CAD 2,009,013		
1/1/2010 correction interest 2009	CAD (244,051)		
12/7/2010 interest receivable	CAD (230,862)		
	CAD 1,534,100	<u>1,157,287</u>	<u>1,333,828</u>
Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada Promissory note issued on March 30,2007 and repayable on demand, at a fixed rate of 13.95%.			
1/1/2010 opening balance	CAD 12,664,985		
1/1/2010 correction interest 2009	CAD (1,208,607)		
12/7/2010 Interest receivable	CAD (1,456,378)		
	CAD 10,000,000	<u>7,543,754</u>	<u>8,408,563</u>
	CAD 11,534,100	<u>8,701,041</u>	<u>9,742,391</u>

6. Interest receivable.

		2010	2009
Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada Promissory note issued on December 18, 2007 and repayable on December 31,2011 at a fixed rate of 13.95%.			
1/1/2010 opening balance	CAD (35,684)		
1/1/2010 correction interest 2009	CAD (10,750)		
1/1/2010 correction WHT 2009	CAD 25,480		
1/1/2010 interest calculation differences former years	CAD (2,132)		
1/1/2010 correction calculation interest 2009	CAD 214,007		
1/1/2010 correction calculation WHT 2009	CAD (21,401)		
12/7/2010 WHT payment	CAD 23,086		
12/31/2010 WHT due at 10%	CAD (21,401)		
12/31/2010 interest 2010	CAD 214,007		
	CAD 385,212	<u>290,595</u>	<u>(23,692)</u>
Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada Promissory note issued on March 30, 2007 and repayable on demand, at a fixed rate of 13,95%.			
1/1/2010 opening balance	CAD 134,442		
1/1/2010 correction interest 2009	CAD (445,322)		
1/1/2010 correction WHT 2009	CAD 165,394		
1/1/2010 interest calculation differences former years	CAD (152)		
1/1/2010 correction calculation interest 2009	CAD 1,395,000		
1/1/2010 correction calculation WHT 2009	CAD (139,500)		
12/7/2010 WHT payment	CAD 145,638		
12/31/2010 WHT due at 10%	CAD (139,500)		
12/31/2010 interest 2010	CAD 1,395,000		
	CAD 2,511,000	<u>1,894,237</u>	<u>89,259</u>

	CAD 2,896,212	2,184,832	65,567
--	---------------	-----------	--------

7. Cash at banks.

		2010	2009
Citco Bank Nederland N.V., Amsterdam			
current account		2,130	1,400
	CAD 89,898	67,817	208,651
		69,947	210,051

8. Shareholder's equity. The authorized share capital of the Company is EUR 100,000 divided into 1,000 shares of EUR 100 each.

At balance sheet date a total of 200 shares were issued and fully paid.

Movements in the shareholder's equity accounts are as follows:

	2009	Changes for the Year	2010
Issued and fully paid share capital	20,000	0	20,000
Share premium	3,342,016	0	3,342,016
Retained earnings	96,253	4,616	100,869
Net result for the year	4,616	(4,616)	0
	3,462,885	(166,596)	3,296,289

9. Loan payable back-to-back.

		2010	2009
Stockard Investments N.V., Curaçao			
Promissory note dated March 27, 2007 and repayable on demand at a fixed rate of 11.305%.			
1/1/2010 opening balance	CAD 13,514,260		
1/1/2010 Add back rollover interest to interest payable	CAD (3,514,260)		
	CAD 10,000,000	7,543,754	8,972,416
Stockard Investments N.V., Curaçao			
Promissory note at a fixed rate of 11.305%			
Principal amount	CAD 1,534,100	1,157,287	0
	CAD 11,534,100	8,701,041	8,972,416

10. Loan payable.

		2010	2009
NewTor Investments B.V., The Netherlands			
Promissory note issued on December 18, 2007 and repayable on December 31, 2011 at a fixed rate of 11.305%.			
Interest is due semi-annually and will be compounded			
1/1/2010 opening balance	CAD 592,695		
12/7/2010 Repayment of loan and interest	CAD (592,695)		
	CAD 0	0	393,504
Cherson Investments B.V., The Netherlands			
Promissory note issued on December 18, 2007 and repayable on December 31, 2011 at a fixed rate of 11.305%.			
Interest is due semi-annually and will be compounded			
1/1/2010 opening balance	CAD 945,330		
12/7/2010 Repayment of loan and interest	CAD (845,330)		
	CAD 100,000	75,438	627,626
	CAD 100,000	75,438	1,021,130

11. Interest payable back-to-back loan.

	2010	2009
--	------	------

Stockard Investments N.V., Curaçao
Promissory note dated March 27, 2007 and
repayable on demand at a fixed rate of 11.305%.

1/1/2010 opening balance	CAD	385,087		
1/1/2010 Add back rollover interest to interest payable	CAD	3,514,260		
12/31/2010 interest 2010	CAD	1,130,500		
12/31/2010 interest paid	CAD	(1,534,100)		
	CAD	3,495,747	2,637,105	255,667

Stockard Investments N.V., Curaçao

Promissory note at a fixed rate of 11.305%	CAD	475	358	0
12/31/2010 interest 2010	CAD	3,496,222	2,637,463	255,667

12. Interest payable loan.

2010 2009

NewTor Investments B.V., The Netherlands

Promissory note issued on December 18, 2007 and repayable on December 31,
2011 at a fixed rate of 11.305%.

1/1/2010 opening balance	CAD	33,778		
12/7/2010 Repayment of interest	CAD	(106,602)		
12/31/2010 interest 2010	CAD	72,824		
		0	0	22,426

Cherson Investments B.V., The Netherlands

Promissory note issued on December 18, 2007 and repayable on December 31,
2011 at a fixed rate of 11.305%.

1/1/2010 opening balance	CAD	53,874		
12/7/2010 Repayment of interest	CAD	(169,046)		
12/31/2010 interest 2010	CAD	116,152		
	CAD	980	740	35,768
			740	58,194

13. Accounts payable and accrued expenses.

2010 2009

Accounts payable	1,938	2,587
Accrued tax advisory fees	3,553	6,000
Accrued salary costs	1,080	0
	6,571	8,587

14. General and administrative expenses.

2010 2009

Salaries and wages	1,080	0
Rent	750	0
Management fee	12,752	9,312
Tax advisory fees	2,836	4,488
Accounting fee	0	1,247
General expenses	137	922
Bank charges	190	399
	17,745	16,368

15. Interest income loan.

2010 2009

Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada

CAD 1,534,100 Promissory Note	CAD	192,607	145,297	147,780
CAD 10,000,000 Promissory Note	CAD	1,255,500	947,118	944,957
	CAD	1,448,107	1,092,415	1,092,737

Amounts are including 10% Canadian Withholding Tax

16. Interest expense back-to-back loan.

		2010	2009
Stockard Investments N.V., Curaçao			
CAD 10,000,000 Promissory Note	CAD 1,130,500	852,821	924,843
CAD 1,534,100 Promissory Note	CAD 475	358	0
	CAD 1,130,975	853,179	924,843

17. Interest expense loan.

		2010	2009
NewTor Investments B.V., The Netherlands			
CAD 500,000 Promissory Note	CAD 72,824	55,605	41,782
Cherson Investments B.V., The Netherlands			
CAD 800,000 Promissory Note	CAD 116,152	88,688	66,641
		<u>188,976</u>	<u>144,293</u>
			<u>108,423</u>

18. Interest calculation differences former years.

Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada			
CAD 1,534,100 Promissory Note	CAD 2,132	1,415	0
CAD 10,000,000 Promissory Note	CAD 152	101	0
		<u>2,284</u>	<u>1,516</u>
			<u>0</u>

19. Interest correction 2009.

Prince SPA And Resort Holdings Toronto Ltd., Canada			
CAD 1,534,100 Promissory Note	CAD 36,715	24,375	0
CAD 10,000,000 Promissory Note	CAD 233,036	154,718	0
		<u>269,751</u>	<u>179,093</u>
			<u>0</u>

20. Provision for corporate tax. The corporate tax is based on the fiscal result, taking into account that certain income and expenses as reported in the profit and loss account are exempted from taxation.

21. Directors and employees. The Company has no employees other than its director.

The Company had one director during the year. No loans or advances have been given or received from the director.

The Company has no supervisory directors.

Supplementary Information

December 31, 2010

1. Proposed Appropriation of Results. Subject to the provision under Dutch law that no dividends can be declared until all losses have been recovered, profits are at the disposal of the Annual General Meeting of Shareholders in accordance with the Company's Articles of Incorporation.

The management proposed not to declare a dividend and to add the net result for the year to the retained earnings.

This proposal has not been reflected in the accompanying annual accounts.

2. Post Balance Sheet Events. No matters or circumstances of importance have arisen since the end of the financial year which have significantly affected or may significantly affect the operations of the Company, the results of those operations or the affairs of the Company.

3. Auditors' Report. The Company qualifies as a "small company" and in accordance with Article 396 § 6 of the Civil Code of The Netherlands, Book 2, Title 9, no audit is required.

N.B. Pour des raisons techniques, la suite est publiée au Mémorial C-N° 2731 du 9 novembre 2012 .

Référence de publication: 2012143579/1941.

(120189043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2012.